Anno 1870

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia Eredi Botta, via del Castellaccio. Nelle Provincie del Regno con vaglia postale affrancato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.
Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

GAZZETTA UFFICIALE DEL REGNO D'ITALIA

Num. 277

Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea. — Le altre inserzioni centesimi 30 per linea o spazio di linea.
Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

UN NUMERO SEPARATO CENT. 20
ARRETRATO CENTESIMI 40

		Anno	Sem.	Trim.
Per Firenze	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 42	22	12
Roma e per le Provincie del Regno		» 46	24	13
Svizzera		» 58	31	17
Francia	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 82	48	27
Inghil., Belgio, Austria, Germ.		» 112	60	35
Id. per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento		» 82	44	24

Firenze, Sabato 8 Ottobre

PARTE UFFICIALE

Il Numero 5890 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello Statuto del Regno;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo quanto segue:

Articolo unico. Piena ed intera esecuzione sarà data alla Convenzione per la garanzia reciproca della proprietà letteraria ed artistica tra l'Italia ed il Baden, firmata a Carlsruhe il 24 maggio 1870, ed all'annessovi protocollo, le cui ratificazioni furono ivi scambiate il 3 del corrente mese.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze addì 18 settembre 1870.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI VENOSTA

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Essendo stata conchiusa tra Noi e Sua Altezza Reale il Granduca di Baden una Convenzione per proteggere ed assicurare nei rispettivi Stati la proprietà delle opere di scienze, lettere ed arti, e sottoscritta dai Nostri Plenipotenziari a Carlsruhe addì ventiquattro maggio del corrente anno mille ottocento settanta;

Convenzione del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie et Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade, également animés du désir d'adopter d'un commun accord les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir réciproquement la propriété des œuvres d'esprit et d'art, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie,

Monsieur Isaac Artom, son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Bade,

Monsieur Rodolphe De Freydorf, son Président du Ministère de la Maison Granducale et des Affaires Étrangères;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er Les auteurs de livres, brochures ou autres écrits, de compositions musicales ou d'arrangements de musique, d'œuvres de dessin, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie et de toutes autres productions analogues, du domaine littéraire ou artistique, jouiront, dans chacun des deux pays réciproquement, des avantages qui y sont ou y seront attribués par la Loi à la propriété des ouvrages de littérature ou d'art, et ils auront la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, que si cette atteinte avait été commise à l'égard d'auteurs d'ouvrages publiés pour la première fois dans le pays même.

Toutefois, ces avantages ne leur seront réciproquement assurés que pendant l'existence de leurs droits dans le pays où la publication originale a été faite, et la durée de leur jouissance dans l'autre pays ne pourra excéder celle fixée par la Loi pour les auteurs nationaux.

Art. 2. Sera réciproquement licite la publication dans chacun des deux pays d'extraits ou de morceaux entiers d'ouvrages, ayant parus pour la première fois dans l'autre, pourvu que ces publications soient spécialement appropriées et adaptées pour l'enseignement ou l'étude, et soient accompagnées de notes explicatives, ou de traductions interlinéaires ou marginales, dans la langue du pays où elles sont imprimées.

Art. 3. La jouissance du bénéfice de l'art. 1er est subordonnée à l'accomplissement, dans les pays d'origine, des formalités qui sont prescrites par la loi pour assurer la propriété des ouvrages de littérature ou d'art.

Pour les livres, cartes, estampes, gravures, lithographies ou œuvres musicales publiés pour la première fois dans l'un des deux pays, l'exercice du droit de propriété dans l'autre pays sera, en outre, subordonné à l'accomplissement préalable, dans ce dernier, de la formalité de l'enregistrement, effectué de la manière suivante:

Si l'ouvrage a paru pour la première fois dans le Gran-Duché de Bade, il devra être enregistré à Florence, au Ministère d'Agricolture, Industrie et Commerce;

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en Italie, il devra être enregistré à Carlsruhe au Ministère de l'Intérieur.

L'enregistrement se fera, de part et d'autre, sur la déclaration écrite des intéressés, laquelle pourra être respectivement adressée, soit aux susdits Ministères, soit aux Légations dans les deux pays.

Dans tous les cas, la déclaration devra être présentée dans les trois mois qui suivront la publication de l'ouvrage dans l'autre pays, pour les ouvrages publiés postérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention, et dans les trois mois qui suivront cette mise en vigueur pour les ouvrages publiés antérieurement.

A l'égard des ouvrages qui paraissent par livraison, le délai de trois mois ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, à moins que l'auteur n'ait indiqué, conformément aux dispositions de l'art. 6, son intention de se réserver le droit de traduction, auquel cas chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé.

La formalité de l'enregistrement, qui en sera fait sur des registres spéciaux tenus à cet effet, ne donnera, de part et d'autre, ouverture à la perception d'aucune taxe.

Les intéressés recevront un certificat authentique de l'enregistrement; ce certificat sera délivré gratis, sauf, s'il y a lieu, les frais de timbre.

Le certificat relatera la date précise à laquelle la déclaration aura eu lieu; il fera foi dans toute l'étendue des territoires respectifs, et constatera le droit exclusif de propriété et de reproduction, aussi longtemps que quelque autre personne n'aura pas fait admettre en justice un droit mieux établi.

Art. 4. Les stipulations de l'article 1er s'appliqueront également à la représentation ou exécution des œuvres dramatiques ou musicales, publiées, exécutées ou représentées pour la première fois dans l'un des deux pays, après la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 5. Sont expressement assimilées aux ouvrages originaux les traductions faites, dans l'un des deux pays, d'ouvrages nationaux ou étrangers. Ces traductions jouiront, à ce titre, de la protection stipulée par l'article 1er en ce qui concerne leur reproduction non autorisée dans l'autre pays. Il est bien entendu, toutefois, que l'objet du présent article est simplement de protéger le traducteur par rapport à la version qu'il a donnée de l'ouvrage original, et non pas de conférer le droit exclusif de traduction au premier traducteur d'un ouvrage quelconque, écrit en langue morte ou vivante, hormis le cas et les limites prévus par l'article ci-après.

Art. 6. L'auteur de tout ouvrage publié dans l'un des deux pays, qui aura entendu se réserver le droit de traduction, jouira pendant cinq années, à partir du jour de la première publication de la traduction de son ouvrage, autorisée par lui, du privilége de protection contre la publication, dans l'autre pays, de toute traduction du même ouvrage, non autorisée par lui, et ce sous les conditions suivantes:

1° L'ouvrage original sera enregistré dans l'un des deux pays, sur la déclaration faite dans un délai de trois mois, à partir du jour de la première publication dans l'autre pays, conformément aux dispositions de l'article 3.

2° L'auteur devra indiquer, en tête de son ouvrage, l'intention de se réserver le droit de traduction.

3° Il faudra que ladite traduction autorisée ait parue, au moins en partie, dans le délai d'un an à compter de la date de la déclaration de l'original, effectuée ainsi qu'il vient d'être prescrit, et, en totalité, dans le délai de trois ans, à partir de ladite déclaration.

4° La traduction devra être publiée dans l'un des deux pays, et être, elle-même, enregistrée conformément aux dispositions de l'article 3.

Pour les ouvrages publiés par livraisons, il suffira que la déclaration de l'auteur, qui entend se réserver le droit de traduction, soit exprimée dans la première livraison. Cette déclaration devra être reproduite dans la première livraison de chaque volume, si les ouvrages publiés par livraisons se composent de plusieurs volumes.

Toutefois, en ce qui concerne le terme de cinq ans, assigné par cet article pour l'exercice du droit privilégié de traduction, chaque livraison sera considérée comme un ouvrage séparé, chacune d'elles sera enregistrée dans l'un des deux pays, sur la déclaration faite dans les trois mois, à partir de sa première publication dans l'autre.

Relativement à la traduction des ouvrages dramatiques ou à la représentation de ces traductions, l'auteur qui voudra se réserver le droit exclusif dont il s'agit aux articles 4 et 6, devra faire paraître ou représenter sa traduction trois mois après l'enregistrement de l'ouvrage original.

Art. 7. Lorsque l'auteur d'une œuvre spécifiée dans l'article 1er aura cédé son droit de publication ou de reproduction à un éditeur dans le territoire des Parties contractantes, sous la réserve que les exemplaires ou éditions de cette œuvre, ainsi publiés ou reproduits, ne pourront être vendus dans l'autre pays, ces exemplaires ou éditions seront respectivement considérés et traités dans ce pays comme reproduction illicite.

Les ouvrages, auxquels cette disposition s'applique, seront librement admis dans les deux pays pour le transit à destination d'un pays tiers.

Art. 8. Les mandataires légaux, ou ayant cause des auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs, lithographes, etc., jouiront réciproquement, et à tous égards, des mêmes droits que ceux que la présente Convention accorde aux auteurs, traducteurs, compositeurs, dessinateurs, peintres, sculpteurs, graveurs et lithographes eux-mêmes.

Art. 9. Nonobstant les stipulations des articles 1er et 5 de la présente Convention, les articles extraits des journaux ou recueils périodiques publiés dans l'un des deux pays, pourront être reproduits ou traduits dans les journaux ou recueils périodiques de l'autre pays, pourvu qu'on y indique la source à laquelle on les aura puisés.

Toutefois, cette faculté ne s'étendra pas à la reproduction, dans l'un des deux pays, des articles de journaux ou de recueils périodiques publiés dans l'autre, lorsque les auteurs auront formellement déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. En aucun cas, cette interdiction ne pourra atteindre les articles de discussion politique.

Art. 10. La vente et l'exposition dans le territoire des Parties contractantes, d'ouvrages ou objets de reproduction non autorisés, définis par les articles 1er, 4, 5 et 6, sont prohibées, sauf ce qui est dit à l'article 12, soit que lesdites reproductions non autorisées proviennent de l'un des deux pays, soit qu'elles proviennent d'un pays étranger quelconque.

Art. 11. En cas de contravention aux dispositions des articles précédents, la saisie des objets de contrefaçon sera opérée, et les tribunaux appliqueront les peines déterminées par les législations respectives de la même manière que si l'infraction avait été commise au préjudice d'un ouvrage ou d'une production d'origine nationale.

Les caractères constituant la contrefaçon seront déterminés par les tribunaux de l'un ou de l'autre pays, d'après la législation en vigueur dans chacun des deux pays.

Art. 12. On prendra dans les deux pays, par voie de règlement d'administration publique, les mesures nécessaires pour prévenir toute difficulté ou complication à raison de la possession et de la vente par les éditeurs, imprimeurs ou libraires de l'un ou de l'autre des deux pays, de réimpressions d'ouvrages de propriété des sujets respectifs et non tombés dans le domaine public, fabriqués ou importés par eux antérieurement à la mise en vigueur de la présente Convention, ou actuellement en cours de fabrication et de réimpression non autorisées.

Ces règlements s'appliqueront également aux clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi qu'aux pierres lithographiques existant en magasin chez les éditeurs ou imprimeurs italiens ou allemands, et constituant une reproduction non autorisée de modèles allemands ou italiens.

Toutefois ces clichés, bois et planches gravées de toute sorte, ainsi que les pierres lithographiques, ne pourront être utilisés que pendant quatre ans, à dater de la mise en vigueur de la présente Convention.

Art. 13. Les livres d'importation licite seront admis réciproquement par les bureaux de douane qui leur seront ouverts actuellement, ou qui le seraient par la suite.

Art. 14. Les dispositions de la présente Convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit qui appartient aux Parties contractantes de permettre, de surveiller ou d'interdire, par des mesures de législation ou de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tout ouvrage ou production, à l'égard desquels l'autorité compétente aurait à exercer ce droit.

La présente Convention ne portera aucune atteinte au droit des parties contractantes de prohiber l'importation des livres qui, d'après ses lois intérieures ou des stipulations souscrites avec d'autres puissances, sont ou seraient déclarés être de contrefaçon.

Art. 15. Dans le but de faciliter l'exécution de la présente Convention, les Parties contractantes s'engagent à se donner mutuellement, et dans le plus bref délai possible, connaissance de toutes les lois et règlements actuellement en vigueur, concernant les droits des auteurs sur la propriété littéraire et artistique, de même que des changements qui pourraient survenir sur ces matières dans la législation des deux pays.

Les Parties contractantes se réservent en même temps la faculté d'apporter d'un commun accord, à la présente Convention, toute modification dont l'expérience viendrait à démontrer l'utilité.

Art. 16. La présente Convention sera mise à exécution deux mois après l'échange de ses ratifications.

Elle restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1875. Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'échéance de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, elle demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 17. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Carlsruhe le plus tôt possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Carlsruhe le 24 mai 1870.

(L. S.) ARTOM. (L. S.) FREYDORF.

Noi, avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta Convenzione, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare.

In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione, e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Firenze, addì diciannove del mese di giugno mille ottocento settanta, vigesimosecondo del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re
Il Ministro Segr. di Stato per gli Affari Esteri
VISCONTI-VENOSTA.

PROTOCOLE.

Les soussignés, en procédant à l'échange des ratifications de la Convention relative à la garantie réciproque de la propriété des œuvres d'esprit et d'art, signée par eux le 24 mai 1870, sont convenus, au nom et d'autorité de leurs Gouvernements, de ce qui suit:

Il demeure entendu que les stipulations du 1er article de la Convention du 24 mai 1870, en ce qui concerne la garantie réciproque en Italie et dans le Grand-Duché de Bade de la propriété des œuvres musicales, ne s'appliqueront point à la reproduction mécanique des airs musicaux au moyen de boîtes à musique, orchestrions, orgues de Barbarie ou autres instruments analogues, ce qui fait que la fabrication et la vente de ces instruments ne peuvent être soumises, entre les deux pays, à aucune restriction ni réserve du chef de ladite Convention ou d'une loi sur la matière.

En foi de quoi, les soussignés ont fait dresser le présent Protocole et y ont apposé leurs signatures et les sceaux de leurs armes.

Carlsruhe, le 3 septembre 1870.

(L. S.) ARTOM. (L. S.) FREYDORF.

Il Numero 5880 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Nostro Ministro Segretario di Stato per gli Affari dell'Interno;

Veduta la domanda della maggioranza dei contribuenti della frazione di Colpetrazzo per essere autorizzati a tenere le rendite patrimoniali e le passività della frazione stessa separate da quelle del rimanente del comune di Massa Martana;

Viste le deliberazioni del Consiglio comunale di Massa Martana, in data 1° agosto 1869 e 30 maggio 1870;

Visto l'articolo 16 della legge sull'amministrazione comunale e provinciale, in data 20 marzo 1865, Allegato *A*;

Vista la legge in data 18 agosto 1870, numero 5815,

APPENDICE

(2)

L'AMAZZONE

RACCONTO DI F. DINGELSTEDT

(DAL TEDESCO)

Continuazione — Vedi il numero 276

Raff di Berlino con quel fiore di testa, era un personaggio popolare, chiamato Raffaello in tutti gli studi della Germania. Ecco per qual ragione e perchè a prima vista si riconosca ogni figura anche secondaria del nostro quadro, noi ci siamo dilungati nella sua descrizione. Passeremo più brevemente sull'arringa con cui Herr Raff condusse i visitatori nei vari appartamenti. Era proprio un discorso di prima qualità, perchè l'eloquenza dello sguardo del padre Winter aveva accennato ad una mancia discreta e fors'anche buona. In conseguenza i visitatori vennero ricevuti con tutti gli onori della guerra, furono loro mostrate tutte le parti della residenza ed in qualità di rinfreschi, goderono della spiegazione accurata ed istruttiva dei tesori dell'arte. Tale era il discorso numero uno, ed il giro durò circa trenta minuti. Una mancia soltanto discreta non meritava che un quarto d'ora ed un breve discorso numero due; mentre al segnale di mancia meschina con un'alzata di spalle ed una mossa sdegnosa del labbro, o si rifiutava l'ammissione o si mostrava soltanto la sala degli allievi, senz'eloquenza d'alcuna specie e per non più di cinque minuti.

Dopo aver condotto la presente brigata nelle numerose sale e negli studi, Herr Raff alla fine mostrò il capolavoro di Roland, il *Circo Massimo*, di cui il più anziano degli allievi Herr Stark stava facendo una copia. Per un tempo gli stranieri rimasero muti ed estatici dinanzi al quadro, quindi scoppiò una tempesta di esclamazioni — Che ricchezza di composizione! Che brillanti colori! Un nuovo regno animale! Carino quel fanciullo! il martire, che angelo! — Per cui Herr Raff con modesta compiacenza s'interpose, dicendo:

— Noi abbiamo dovuto fornire sei copie di questa pittura. Ora Herr Stark sta facendo l'ultima che il maestro permette di prendere, attesochè egli dice: « Non intendo di fare concorrenza a Rentz. » Cioè a dire che non vuole che il suo quadro abbia tante riproduzioni quante sono le rappresentazioni del domatore di belve, Rentz, in tutte le città d'Europa.

E con evidente amore per quest'opera che era la principale dello studio, l'ex-domatore diede sfogo al suo entusiasmo in una parlata piena di calore. Disse in qual modo aveva conosciuto personalmente i varii animali, e ritornando all'antico mestiere narrò la loro storia; senza intralasciare la circostanza così onorifica, che la sua propria testa era stata collocata in prima linea sul corpo dell'edile romano che dirigeva lo spettacolo. Questa volta la barba aveva il suo colore naturale. Il giovine cristiano, era l'allievo favorito del maestro, che il tifo aveva portato via nel fiore degli anni. Roland lo aveva dipinto di memoria, anzi si può dire col cuore; e durante quel lavoro niuno era ammesso nella torre, neppure Raff stesso. Ecco una memoria funebre che pochi principi della terra possono ottenere, e che è l'effetto dell'amore e dell'arte combinati assieme. —

Con questa riflessione sentimentale Herr Raff terminò togliendosi bruscamente il fez e dicendo:

— Non abbiamo per ora altri quadri da mostrare alla compagnia; noi non ne teniamo in magazzino. Appena finiti se ne vanno come i pani dal fornaio.

Il Padre Winter guardò l'orologio, erano le undici; tempo di ritirarsi. E Roland! Dov'è Roland? Avere fatto un sì lungo viaggio senza vedere il personaggio principale, era come andare a Roma senza vedere il papa; assolutamente impossibile. La dama della Città Anseatica si fece coraggio, e disse che aveva una lettera da Brema pel maestro, e pregava di essere ammessa nella torre. Il Padre Winter si scusò perchè sapeva che il maestro era poco disposto a dare udienze. Raff parlò d'una lezione, durante la quale non doveva essere disturbato. Herr Stark, il buon allievo, ebbe compassione della supplicante, prese la lettera dalla di lei mano tremante e scomparve. Passò un minuto d'ansietà per la figlia del Veser dagli occhi azzurri, e per lo zio, o qualche cosa di simile, che le serviva di guardia d'onore. Ella non voleva andarsene senz'averlo veduto. Gli altri stranieri la incoraggiavano, sperando di penetrare sotto la di lei scorta nel sacro recinto. Ad un tratto la porta si riapre, Herr Stark apparisce, fa un segno. Evviva! Herr Roland l'invita! Quale fortuna!

CAPITOLO II.

Maestro ed Allieva.

La bella che si dichiarava pubblicamente sì fortunata, ebbe la sfortuna per la seconda volta di fare i suoi graziosi saluti alla persona cui non andavano. Il personaggio riverito, di età piucchè matura, si alzò dal seggiolone quando essa entrò cogli altri, fece un inchino stentato, e col garbo della noia mostrò colla mano un altro signore, il quale in quell'istante emergeva da una vasta tenda che separava la camera della torre. La perplessa donzella dopo aver sprecato invano il suo entusiasmo si mise da parte cogli occhi abbassati a terra. Era confusione degli sbagli precedenti, od effetto della presenza di Roland? Quest'ultima supposizione non è impossibile; e potrebbe accadere anche alle nostre belle lettrici, le quali dopo avere per un intero capitolo inteso parlare d'un genio originale, si trovassero al principio del secondo in presenza d'un individuo d'apparenza affatto ordinaria. Nessuna traccia di raffaellesca gioventù, nè di chioma inanellata; neppure il maestoso contegno d'Alberto Durer in una barba virile alla foggia di Raff, in lui appariva. Nè un vestimento alla turca, nè l'artistica *blouse* col cappello a larga tesa; nulla di tutto ciò! Una faccia, una figura, un vestito erano a lei dinanzi che possono essere portati da migliaia di mortali senz'essere immortali. E per evitare ulteriori sbagli è meglio di copiare qui addirittura i distintivi personali dell'ultimo passaporto del nostro eroe.

Età trentacinque anni (*ci sembra d'intendere un sospiro di donna con un*: già trentacinque!). Statura media, capelli castagni corti, fronte alta, occhi grigi, naso ordinario, bocca media (*nuovo sospiro*), barba rasa, mento forte, tinta sana, marche particolari nessuna; vestito grigio, scarpe di vitello; firma del portatore — Roland — Senza nome di battesimo nè aggiunte; tale quale si trovava nei quadri, mancante persino di eccentricità calligrafica. Povero grand'uomo! Ed ancora più povera lettrice!

Consoliamoci però, che esaminando più at-

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. La frazione di Colpetrazzo è autorizzata a tenere le proprie rendite patrimoniali e le passività separate da quelle del rimanente del comune di Massa Martana, in provincia di Perugia.

I confini territoriali di detta frazione réstano stabiliti giusta i limiti ed a seconda dei numeri di mappa segnati nella pianta topografica del comune di Massa Martana, redatta dall'ingegnere capo della provincia, signor Bucci, in data 28 agosto 1870, che sarà d'ordine Nostro vidimata dal Ministro proponente.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze addì 7 settembre 1870.

VITTORIO EMANUELE.

G. Lanza.

Il N. 5881 della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Sulla proposta del presidente del Consiglio dei Ministri, Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'Interno;

Veduta la domanda della maggioranza dei contribuenti della frazione Isola di Fano, diretta ad ottenere la separazione del patrimonio e spese della frazione stessa da quelle del rimanente del comune di Fossombrone;

Vista la deliberazione emessa dal Consiglio comunale di Fossombrone, in data 23 ottobre 1869;

Visto l'articolo 16 della legge sull'amministrazione comunale e provinciale, in data 20 marzo 1865, Allegato *A*;

Vista la legge 18 agosto 1870, numero 5815,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. La frazione Isola di Fano è autorizzata a tenere le proprie rendite patrimoniali, le passività e le spese separate da quelle del rimanente del comune di Fossombrone, in provincia di Pesaro Urbino.

I confini territoriali dell'anzidetta frazione restano stabiliti giusta i limiti tracciati nella pianta topografica redatta dal perito censuario Cheledonio Costantini, in data 1° aprile 1870, che sarà d'ordine Nostro vidimata dal Ministro proponente.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze addì 1° settembre 1870.

VITTORIO EMANUELE.

G. Lanza.

S. M. sulla proposta del Ministro dei Lavori Pubblici con decreti in data 15 settembre 1870 si è degnata fare le seguenti nomine nell'Ordine della Corona d'Italia:

A cavalieri:

Santi Roberto, segretario di 1ª classe nel Ministero dei lavori pubblici;

Donato-Salvetti Giambattista.

Sulla proposta del Ministro delle Finanze con decreti in data 15 settembre 1870:

A cavalieri:

Panzera Antonio, presidente della Commissione provinciale d'appello per le imposte dirette di Lecce;

Della Cella Riccardo, presidente della Commissione consorziale per le imposte dirette di Bobbio.

Sulla proposta del Ministro della Guerra con decreti in data 18 settembre 1870:

A cavalieri:

Montesperelli conte Cesare, già capitano nel R. esercito;

Rüsch Francesco, già capitano nell'arma dei carabinieri Reali.

RELAZIONE A S. M.

circa il modo con cui procedette il servizio dei viveri presso le truppe nel territorio romano.

Sire,

Per quella viva e costante sollecitudine con la quale sempre intende al benessere dell'esercito, V. M. non poteva non commuoversi alle acerbe censure che una parte della pubblica stampa ebbe a sollevare contro il servizio dei viveri alle truppe che varcarono il confine romano.

Quando V. M. si degnò di ricercare su quel proposito il riferente, nessuna laguanza essendo giunta sino allora al Ministero dal comando generale del 4° corpo d'esercito, esso ebbe l'onore d'assicurare la M. V. che, o non esistevano i motivi dai quali moverano le critiche, o pur esistendo, non erano tali da compromettere menomamente il benessere dell'esercito.

Nullameno, e perchè troppo importava soddisfare alle premure da V. M. manifestate, e perchè perduravano e si succedevano anche più violente le censure, il riferente, al quale era stato appunto allora segnalato con telegramma del 18 settembre dal comandante generale del 4° corpo d'esercito il difetto di sale per il rancio della truppa, stimò opportuno di inviare un ufficiale generale presso il comando generale del corpo, con la missione di riconoscere ed accertare il vero stato delle cose, di investigare in qual modo fosse eseguito il servizio dei viveri, se avesse dato luogo ad inconvenienti, e quali, e finalmente le cause alle quali erano da attribuirsi.

E poichè soprattutto predominava supremo il bisogno di raccogliere intiera ed assoluta la verità sui fatti lamentati, il Ministero disponeva che l'ufficiale generale incaricato della missione si ponesse in diretta ed immediata relazione cogli stessi comandanti di corpo, e coi capi di servizio per raccogliere le non dubbie loro testimonianze.

L'inchiesta mise in sodo:

1° Che tutte le truppe ebbero sempre le loro giornaliere competenze di viveri; solamente per la impraticabilità delle strade, per lo scarso numero di carri, per la insufficienza di quelli che si poterono avere dai comuni, e per la rapidità delle mosse, alcune volte le distribuzioni dei viveri alle truppe della 12ª e 13ª divisione, e della riserva del corpo d'esercito soffrirono forzatamente ritardi, talvolta anche notevoli.

2° Che per alcune impreveduto contrarietà sopraggiunte nei trasporti sulle ferrovie, contro le quali l'impresa dei viveri avrebbe però dovuto premunirsi, ed a cui la Intendenza militare non potè porre riparo in modo completo per mancanza di risorse locali, il sale fu distribuito in misura piuttosto scarsa ad una divisione in un giorno, fu distribuito con alquanto ritardo a due divisioni parimenti in un giorno, e mancò completamente ad una divisione ed alla riserva del 4° corpo per due giorni.

3° Questa condizione di cose fu altresì cagione che alcuni ufficiali incontrarono difficoltà a procacciarsi il vitto dalla Impresa, la quale non mancò per altro di secondare, ogniqualvolta fu possibile, le domande, che essi facevano, dei generi che l'Impresa stessa doveva avere, ed ebbe sempre per il soldato.

Furono questi soltanto gli inconvenienti verificatisi, i quali, per quanto sieno a deplorarsi e debbano servire di utile ammaestramento, non ebbero tuttavia alcuna grave conseguenza, nè potevano perciò porgere motivo a così vive censure della pubblica stampa.

Se poi, oltre ai fatti incontestabilmente dimostrati dall'inchiesta, vuolsi tener conto che le truppe occupavano paesi affatto privi di tutte quelle risorse alle quali si ricorre negli improvvisi bisogni per sopperire al sostentamento delle truppe, non sarà difficile lo ammettere che contro taluni dei lamentati inconvenienti non poteva valere la forza della volontà, e la operosità infaticabile spiegata da quanti erano preposti alla bisogna.

Esaminando ora quali possano essere state le cause dei ritardi nelle distribuzioni, emerge che desse trassero la loro principale origine dalla incalzante premura, e dal modo incompleto con cui furono organizzati i vari servizi e segnatamente quello dei trasporti.

V. M. non ignora a quali ristrette proporzioni la prevalente necessità delle economie e le conseguenti riduzioni recate nel bilancio della guerra avevano circoscritti i mezzi di cui poteva disporre l'Amministrazione militare.

Era quindi a temersi che, al sopraggiungere inopinato di quelle vicende che obbligarono a mobilizzare una gran parte dell'esercito, l'Amministrazione militare si trovasse coi più importanti servizi amministrativi non in istato di essere prontamente e quasi improvvisamente ordinati sul piede mobilizzato.

Ed in vero, pur riunendo tutti i mezzi di cui poteva disporre, e valendosi colla maggior premura delle eccezionali risorse concesse per la circostanza dal potere legislativo, l'Amministrazione militare non potè trovarsi assolutamente in grado di provvedere colla prontezza che era desiderabile le divisioni destinate ad occupare il territorio romano, e molte altre che contemporaneamente si mobilizzavano in altre parti del Regno di quella quantità e qualità di mezzi di trasporto che erano strettamente indispensabili.

A queste sole circostanze sono adunque unicamente dovuti gli inconvenienti constatati, poichè impedirono che i vari servizi si trovassero al bisogno perfettamente ordinati.

E siccome nelle censure che si mossero per gli inconvenienti sovra accennati, il giudizio sui fatti non può che direttamente anche ricadere sulle persone che vi ebbero parte principale, così il riferente crede conforme ad equità il segnalare alla M. V. come l'ufficiale generale che procedette all'inchiesta abbia chiuso il suo rapporto dichiarando che se gli inconvenienti non furono molto gravi e non produssero funeste conseguenze lo si deve agli sforzi di intelligente attività dei funzionari incaricati dei servizi amministrativi.

Il Ministro: Ricotti.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO.

Distinta delle 1592 obbligazioni al portatore create col decreto 31 ottobre 1849 (Toscana), legge 4 agosto 1861, Elenco *D*, num. 11, comprese nella 21ª estrazione che ha avuto luogo in Firenze il 1° ottobre 1870.

20	61	89	102	147	177	253	277
314	351	364	370	371	392	414	423
459	462	557	583	588	591	607	619
638	639	640	714	727	735	753	768
788	818	899	928	934	956	958	965
985	989	1018	1029	1031	1076	1141	1153
1155	1231	1297	1299	1301	1307	1341	1360
1381	1382	1413	1415	1446	1452	1475	1479
1482	1494	1507	1553	1560	1581	1596	1599
1606	1609	1613	1647	1652	1659	1669	1699
1707	1726	1775	1776	1819	1838	1843	1877
1892	1929	1973	1983	1986	1987	1999	2001
2025	2039	2055	2057	2072	2104	2123	2138
2153	2172	2178	2183	2185	2194	2231	2235
2261	2270	2283	2320	2396	2416	2443	2502
2510	2518	2523	2536	2557	2565	2625	2635
2654	2715	2734	2750	2755	2769	2796	2822
2828	2848	2939	2940	2968	2991	2995	3026
3028	3039	3064	3065	3078	3101	3152	3157
3182	3203	3227	3235	3257	3265	3285	3286
3290	3307	3320	3331	3345	3396	3399	3415
3437	3491	3512	3555	3578	3579	3582	3588
3602	3671	3690	3692	3709	3719	3722	3731
3740	3820	3821	3833	3866	3886	3894	3896
3949	3969	4030	4044	4061	4066	4070	4075
4101	4120	4124	4136	4189	4206	4214	4218
4248	4294	4318	4324	4352	4356	4371	4376
4397	4433	4438	4477	4500	4503	4506	4537
4558	4565	4578	4617	4646	4651	4677	4682
4689	4737	4765	4792	4819	4835	4893	4940
4978	4981	4987	5004	5007	5063	5071	5072
5079	5083	5110	5123	5124	5134	5171	5211
5254	5267	5268	5272	5292	5293	5297	5352
5368	5376	5403	5451	5512	5520	5538	5560
5571	5585	5588	5591	5604	5614	5642	5648
5677	5709	5724	5759	5769	5793	5812	5854
5865	5875	5929	5931	5947	5961	5972	5995
6023	6027	6056	6163	6168	6170	6209	6228
6283	6306	6312	6314	6342	6391	6402	6403
6407	6414	6419	6430	6435	6462	6467	6498
6504	6509	6515	6520	6546	6593	6610	6638
6644	6661	6682	6697	6699	6711	6738	6743
6746	6773	6776	6800	6828	6832	6854	6877
6887	6908	6950	6964	7018	7024	7069	7071
7143	7158	7167	7240	7265	7269	7288	7338
7340	7342	7343	7357	7376	7404	7411	7419
7438	7470	7668	7693	7701	7751	7775	7779
7781	7821	7835	7838	7847	7859	7868	7891
7931	7936	7944	7967	7980	7999	8010	8031
8041	8078	8109	8147	8156	8164	8193	8197
8204	8218	8229	8240	8277	8280	8289	8303
8309	8314	8319	8372	8384	8413	8421	8422
8461	8463	8490	8491	8500	8524	8527	8547
8563	8614	8622	8650	8653	8659	8664	8678
8692	8694	8699	8731	8734	8751	8771	8800
8809	8824	8825	8826	8859	8866	8883	8904
8906	8916	8938	8944	8951	8960	8972	8973
9067	9075	9083	9122	9189	9205	9215	9219
9289	9313	9352	9362	9391	9409	9410	9437
9438	9441	9483	9485	9486	9578	9598	9612
9615	9655	9662	9704	9762	9764	9772	9861
9907	9928	9935	9939	9946	9953	9959	9973
9378	9979	9980	10036	10063	10069	10072	10079
10184	10199	10220	10221	10231	10246	10267	10268
10298	10308	10381	10410	10416	10424	10439	10442
10453	10459	10460	10461	10479	10485	10505	10557
10563	10572	10613	10622	10644	10656	10672	10746
10751	10760	10781	10786	10810	10895	10909	10937
10967	10971	10992	11010	11055	11076	11081	11087
11120	11158	11164	11187	11279	11281	11283	11285
11352	11377	11395	11405	11414	11481	11493	11511
11531	11574	11619	11627	11634	11638	11661	11679
11727	11763	11810	11813	11856	11861	11898	11917
11923	11924	11932	11942	11966	11978	12010	12027
12035	12057	12079	12082	12083	12113	12145	12146
12206	12207	12212	12221	12228	12233	12245	12255
12272	12277	12280	12285	12290	12302	12365	12374
12375	12389	12390	12461	12479	12494	12496	12513
12531	12560	12571	12579	12586	12617	12618	12641
12643	12648	12677	12694	12716	12726	12728	12746
12781	12804	12810	12829	12856	12893	12901	12988
13001	13004	13013	13045	13050	13065	13107	13137
13167	13172	13181	13197	13244	13251	13288	13363
13368	13405	13442	13443	13467	13496	13497	13510
13515	13516	13518	13536	13557	13617	13643	13651
13652	13663	13690	13697	13701	13762	13819	13869
13927	13937	13944	13970	13974	14024	14030	14085
14106	14121	14159	14173	14198	14204	14212	14236
14257	14294	14309	14328	14331	14333	14341	14342
14346	14347	14348	14349	14361	14409	14421	14434
14459	14469	14475	14499	14512	14552	14567	14578
14603	14631	14680	14687	14691	14698	14740	14743
14744	14759	14772	14790	14828	14878	14892	14900
14974	14983	15000	15002	15039	15056	15071	15074
15088	15097	15145	15153	15160	15165	15170	15192
15230	15240	15273	15282	15292	15295	15340	15353
15376	15382	15424	15425	15431	15441	15445	15467
15469	15480	15510	15520	15525	15527	15576	15590
15591	15617	15665	15695	15714	15719	15720	15725
15768	15794	15800	15816	15823	15832	15855	15895
15908	15912	15940	15977	15999	16000	16016	16028
16053	16056	16059	16063	16072	16079	16130	16131
16132	16137	16142	16152	16170	16195	16238	16246
16252	16259	16260	16272	16274	16316	16343	16344
16362	16402	16422	16436	16448	16450	16451	16479
16495	16513	16514	16558	16582	16603	16609	16623
16663	16692	16700	16702	16724	16765	16821	16826
16875	16906	16943	16956	16964	16979	17038	17046
17065	17067	17092	17096	17115	17140	17143	17145
17148	17162	17166	17171	17187	17196	17204	17213
17216	17254	17294	17299	17328	17333	17345	17358
17418	17419	17424	17428	17448	17487	17514	17515
17528	17542	17555	17601	17619	17758	17767	17773
17793	17806	17821	17828	17870	17899	17903	18013
18026	18032	18050	18095	18129	18134	18137	18140
18143	18154	18158	18162	18167	18207	18235	18236
18263	18269	18307	18326	18327	18380	18385	18394
18408	18410	18425	18446	18463	18464	18487	18497
18530	18590	18596	18607	18625	18670	18685	18687
18699	18700	18702	18712	18758	18760	18805	18814
18830	18852	18892	18905	18978	18980	19007	19047
19053	19065	19098	19107	19108	19112	19129	19130
19133	19150	19154	19160	19211	19227	19246	19284
19286	19310	19326	19376	19398	19407	19463	19523
19528	19567	19594	19612	19633	19654	19663	19664
19676	19685	19696	19713	19729	19737	19760	19784
19805	19815	19857	19858	19866	19870	19883	19898
19975	19999	20006	20027	20029	20046	20055	20076
20078	20094	20141	20148	20196	20215	20257	20300
20303	20315	20327	20328	20392	20407	20415	20438
20472	20482	20496	20525	20548	20579	20585	20586
20602	20617	20621	20638	20652	20658	20662	20679
20721	20722	20776	20778	20795	20798	20800	20807
20811	20820	20824	20830	20840	20848	20883	20889
20893	20898	20953	20956	20960	20964	20989	21011
21029	21033	21045	21078	21102	21114	21119	21132
21152	21166	21170	21173	21191	21195	21213	21215
21216	21261	21264	21270	21280	21303	21317	21318
21321	21334	21335	21376	21381	21397	21406	21407
21422	21442	21467	21471	21494	21510	21513	21519
21525	21533	21556	21562	21564	21577	21580	21629
21643	21680	21712	21750	21852	21898	21902	21921
21923	21945	21946	22000	22011	22019	22039	22059
22064	22079	22103	22107	22114	22190	22225	22260
22267	22338	22342	22377	22386	22400	22402	22421
22424	22428	22454	22475	22478	22495	22508	22527
22529	22569	22586	22620	22623	22640	22673	22676
22686	22691	22693	22696	22701	22733	22734	22737
22738	22762	22769	22774	22838	22861	22893	22936
22952	22998	23035	23048	23050	23070	23072	23077
23082	23095	23120	23125	23136	23147	23172	23214
23241	23249	23256	23279	23322	23348	23363	23373
23377	23380	23409	23431	23443	23461	23483	23500
23525	23530	23537	23558	23562	23576	23582	23585
23588	23589	23600	23643	23644	23658	23668	23675
23682	23684	23723	23732	23756	23766	23781	23784
23812	23879	23895	23896	23898	23901	23936	23988
24019	24025	24056	24086	24094	24097	24104	24111
24117	24122	24152	24174	24186	24214	24223	24245
24248	24270	24318	24340	24404	24414	24415	24426
24433	24476	24500	24543	24584	24621	24629	24663
24667	24679	24701	24721	24729	24736	24755	24761
24816	24821	24863	24884	24885	24890	24902	24910
24915	24930	24934	24962	24970	24974	24980	24987
24995	25003	25010	25013	25023	25073	25077	25089
25101	25113	25117	25121	25130	25134	25143	25189
25205	25222	25242	25248	25249	25255	25258	25289
25299	25329	25335	25344	25350	25359	25365	25366
25404	25414	25416	25417	25427	25437	25440	25470
25472	25511	25518	25537	25542	25575	25632	25643
25663	25678	25690	25732	25735	25763	25771	25826
25854	25875	25914	25928	25978	25988	26025	26052
26065	26070	26087	26093	26099	26110	26156	26188
26197	26205	26221	26247	26250	26269	26271	26331
26333	26335	26347	26360	26371	26384	26405	26416
26442	26474	26478	26489	26493	26498	26500	26503
26576	26605	26642	26648	26652	26659	26681	26710
26737	26740	26743	26752	26767	26774	26775	26803
26839	26852	26900	26907	26913	26952	26968	26974
26989	27004	27014	27016	27037	27060	27100	27110
27111	27121	27150	27172	27195	27245	27269	27286
27329	27334	27341	27346	27363	27383	27447	27466
27490	27525	27528	27556	27557	27572	27593	27605
27608	27610	27629	27645	27649	27653	27668	27676
27680	27696	27710	27727	27751	27759	27839	27864
27883	27914	27940	27957	27963	27966	27991	28024
28041	28044	28072	28083	28086	28099	28105	28111
28116	28130	28177	28182	28184	28193	28211	28222
28246	28271	28276	28306	28396	28417	28419	28451
28466	28523	28538	28548	28553	28587	28588	28598
28609	28620	28656	28696	28729	28732	28736	28755
28783	28787	28790	28852	28859	28864	28870	28911
28919	28929	28966	28971	28974	29011	29013	29026
29029	29054	29113	29136	29166	29170	29171	29182
29185	29224	29238	29265	29310	29329	29331	29350
29360	29403	29443	29452	29472	29485	29513	29514
29542	29551	29559	29577	29617	29657	29689	29695
29716	29724	29738	29756	29777	29781	29795	298[illegible]0
29860	29870	29889	29901	29906	29931	29996	30000

Le suddette obbligazioni cesseranno di fruttare, con tutto dicembre 1870, a beneficio dei proprietari, ed il rimborso dei capitali rappresentati dalle medesime, in un col premio del dieci per cento assegnato a ciascuna obbligazione estratta, avrà luogo a cominciare dal 1° gennaio 1871, contro restituzione delle obbligazioni corredate delle cedole dei semestri posteriori a quello che scade il 31 dicembre 1870, aventi i numeri 43 al 51 inclusivi.

Numeri delle obbligazioni comprese in antecedenti estrazioni, non ancora presentate per il rimborso del capitale.

1	235	243	260	306	310	382	626
652	760	796	952	1054	1187	1190	1208
1310	1319	1338	1650	1730	1736	1922	1930
2980	3085	3266	3552	3621	3624	3676	3701
3716	4145	4151	4238	4619	4659	4696	4811
5098	5154	5192	5377	5379	5386	5483	5484
5485	5979	6079	6279	6362	6404	6423	6562
6579	6584	6751	6782	7249	7459	7643	7671
7676	7789	7872	8068	8172	8513	8607	8632
8635	8674	8735	8845	9323	9543	9675	9723
10176	10244	10327	10389	10520	10534	10625	10629
10894	10943	11833	11930	12130	12555	12681	12773
12904	12911	13348	13357	13359	13452	13459	13461
13495	13502	14149	14359	14407	14408	14423	14541
14703	14730	14735	14745	14747	14798	15027	15409
15573	15574	15596	15652	15998	16263	16365	16817
16856	17082	17086	17095	17106	17197	17200	17592
17609	17668	17684	17715	17939	18606	18646	19151
19182	19199	19472	19536	19983	20178	20207	20313
20877	21037	21089	21120	21153	21853	21855	22128
22134	22173	22175	22276	22328	23207	23287	23295
23802	23931	23997	24053	24735	24766	24787	24867
24957	25072	25096	25136	25138	25167	25196	25310
25410	25425	25434	25448	25884	25887	25915	25985
26042	26373	26459	26476	26656	27158	27307	27595
27732	27971	28098	28146	28174	28237	28265	28278
28397	28497	28626	28807	28862	29297	29335	29340
29543	29548.						

Firenze, il 1° ottobre 1870.

Il Direttore capo della 3ª divisione

Sindona.

Pel Direttore Generale

L'Ispettore Generale: G. Garbarri.

PARTE NON UFFICIALE

NOTIZIE VARIE

Un manifesto del municipio di Firenze avvisa le famiglie che le ammissioni alle scuole diurne elementari maschili e femminili avranno principio il 15 corrente e dureranno a tutto il 21 dalle ore 9 antimeridiane alle ore 3 pomeridiane.

Le ammissioni alle scuole serali elementari ed alle scuole per le adulte avranno principio il 2 novembre prossimo e dureranno a tutto il 12 dello stesso mese.

Le lezioni avranno principio nelle scuole maschili e femminili diurne il 3 novembre.

Per le scuole serali e per le scuole delle adulte il principio delle lezioni sarà annunziato con opportuno avviso.

— Ieri mattina, dice la *Nazione* d'oggi, ebbe luogo all'Intendenza di finanze il pubblico incanto della bella fattoria demaniale di Passignano in Val di Pesa. Essa è divisa in 39 poderi, ha dei bei boschi immensi ed un gran castello nel centro della fattoria. — L'incanto fu aperto a lire 866,542. La fattoria venne aggiudicata alla contessa Teodora Dziedszycka per la somma di lire 912,000.

— Il *Giornale di Sicilia* del 5 ha ricevuto dal direttore del R. Osservatorio di Palermo la seguente lettera:

Palermo, mattina del 5 ottobre 1870.

Ill.mo signor Direttore,

Questa mattina alle ore 9, minuti 20, secondi 57 precise, tempo medio di Palermo, fortissime scosse di terremoto hanno spaventato la città. Le prime manifestaronsi in senso ondulatorio nella direzione est-ovest, che durarono da circa sette secondi. Indi divennero più intense e violenti cambiando nella direzione nord-sud, e durando per circa altri otto secondi, e terminando negli ultimi secondi con un marcato movimento sussultorio. Il fenomeno fu violento tanto da essere generalmente avvertito. Pochi secondi prima, sorpreso, aveva veduto il mio cane starsi col muso al suolo. Il mercurio del sismografo si versò per tutte le direzioni, ed i vasellini sotto-

---

tentamente la fronte qualificata nel documento ufficiale di « alta » si vede che ha una bella curva, la bianchezza dell'avorio ed un contorno uniforme di lussureggienti capelli. L'occhio, grigio davvero, ma profondo e circondato da magnifiche sopracciglia, sta come un lago nel mezzo di roccie e di foreste. Il naso della specie ordinaria, nè greco, nè romano, nè circassiano, nè patagonio, è stupendamente cesellato. La punta aguzza indica il pensatore, la flessibilità delle narici mostra un temperamento sanguigno ed alquanto sensibile. Intorno alla bocca « media, » parte espressiva del volto, da molti senz'arte, o con molt'arte coperta di peli, si espande un sorriso capace in certi momenti di volgersi in allegrezza infantile. Alcune delicate linee d'ironia s'aggirano piacevolmente qua e là, come serpenti tra le rose, e sembrano dire: Badate: sappiamo mordere, ma a tempo, solo quando c'è provocazione. Il mento forte indica energia di volontà e risoluzione prossima in certi casi all'ostinazione. Aggiungendo per ultimo che la figura benchè di media statura ha le mosse armoniose ed elastiche, c'è da sperare, che sui segni ufficiali del passaporto del nostro eroe si abbia dato un colorito sufficiente da rendere alla bella lettrice i tratti perduti del di lei ideale.

Con voce sonora mista di melodia e di comando, Roland accolse i visitatori; ringraziò la signorina della lettera dell'amico di Brema, esprimendo il dispiacere che il suo studio non potesse offrire maggiori attrattive: questo con brevi parole e con un inchino finale. L'entusiasta signora Anseatica aveva avuto intanto il tempo di raccogliersi, e con uno sguardo che voleva penetrare dietro la tenda domandò se non fosse possibile d'ammirare la famosa *Amazone.*

— *Amazone?* — domandò l'artista in risposta.

E qui lo zio o cugino accompagnatore della damigella trasse il giornale del mattino, in cui il pubblico era invitato ad ammirare una nuova creazione, superiore alle precedenti, l'*Amazone*, ossia il ritratto di uno degli astri più risplendenti del firmamento teatrale. Roland sorrise, ed i serpentelli intorno alla sua bocca cominciarono i loro scherzi. Poi espresse il suo dispiacere che quel dannato foglio avesse dato delle informazioni affatto ignote a chi vi era interessato.

— Però un'occhiata sola?... insisteva la damigella.

— Impossibile; il quadro è appena sbozzato. E poi Herr Raff deve aver detto che io sono impegnato in una lezione.....

Herr Raff comprese, ed avanzandosi col fez in mano, con squisita pulitezza, disse mostrando la porta;

— Signore e signori, restino serviti.

Dopo varii inchini da ambe le parti senza troppa soddisfazione, la caravana si mosse, col padre Winter in retroguardia. Roland accompagnò la brigata alla scala; Rafaele, che umilmente ricevè una stretta di mano dai vari visitatori, li accompagnò alla porta. Qui il linguaggio simbolico delle occhiate tra Raff e Winter diceva: Appena discreta, giuraddio, è la mancia. Il padre Winter stringendosi nelle spalle rispondeva: « È colpa dell'*Amazone*. Una presa di congedo? » Herr Raff scosse la testa con certe ondulazioni irritate dalla barba e richiuse la porta con un tantino di fracasso. Il padre Winter riprese la testa della colonna intanto che il francese ammirava il pavone, l'inglese il cane, ed il tedesco le galline del cortile. Ambi i sessi e tutte le nazioni s'accordano nel giudicare Roland nè piacevole, nè affabile. Brema sospira, perchè l'*album* portato per rapire l'autografo di Roland se ne tornava privo di tale ornamento.

Intanto Roland era ritornato alla sua torre chiudendo l'uscio dietro di sè. Una testolina bruna ed arricciata si mostrò da dietro la cortina e chiese con voce argentina: — Sono partiti? — L'altro signore rispose stizzosamente: — Grazie al cielo! — Quindi la fanciulla, la silfide, saltando nella stanza, prese il signore pel braccio e con voce carezzevole disse: — Solo una mezz'oretta, caro babbo, e poi sei libero.

Chi sono questa silfide e questo stizzoso signore? domanderà il lettore; e per compiacerlo, prima d'andare innanzi col racconto, glieli presenteremo colle dovute formalità.

Hans Enrico Krafft è il solo fondatore, proprietario e direttore della celebre banca commerciale che tiene agenti e corrispondenti nelle città maggiori delle cinque parti del mondo. Egli è riputato l'uomo più ricco della capitale, nella quale fece quarant'anni prima il suo ingresso con un sacco sulle spalle ed un doppio napoleone cucito nella fodera della sua giacchetta. Ora una delle strade della città porta il suo nome e il più grosso piroscafo sul fiume adorna la prora col suo ritratto. All'infaticabile sua attività, alla intelligenza, e (come egli stesso aggiunge modestamente) alla propria fortuna nelle imprese, il paese deve molte fabbriche, molte pubbliche istituzioni e due strade ferrate. Egli fondò una cassa di risparmio pegli operai; una banca di prestiti pei coltivatori, che l'anno scorso diede un dividendo di diciotto per cento. Due repubbliche dell'America meridionale gli devono l'esistenza, pei prestiti che negoziò in loro favore a prezzi favolosamente bassi, e vantaggiosi alle repubbliche — e forse più a lui stesso. Tali servigi furono giustamente apprezzati; ed i magistrati municipali vollero conferirgli la cittadinanza onorifica. Ma egli rispose che preferiva rimanere qual era, uno dei loro concittadini semplicemente. Più tardi gli fu offerto un seggio nel senato, ed egli ringraziò assicurando che non si intendeva affatto di politica. Egli diceva e ripeteva spesso: — « Io non aspiro a divenire una potenza giudaica alla Borsa, nè ad ottenere una celebrità nel commercio mondiale, ma a restarmene Hans Enrico Krafft puramente e semplicemente, tedesco e cittadino cristiano come il mio nome » — Egli non si vanta di ciò in modo da far dubitare della sua sincerità, ma abbastanza da essere creduto. Egli riuscì pure a tenere la sua casa e le sue abitudini in conformità a tale espressione. Krafft è sulla cinquantina, alto della persona, colle membra forti e robuste, colla testa grossa, le mani ed i piedi lunghi, ed una voce ruvida. I capelli gli cominciano a divenir grigi e scarsi alle tempia, ma il suo portamento piuttosto duro non manifesta alcun sintomo d'infermità senile. Veste tutto l'anno, di bianco l'estate e di nero l'inverno, e perciò questi colori sono considerati alla moda. Non vive che per gli affari, senz'avere tempo per l'amore ed appena pel matrimonio. Malgrado ciò il suo matrimonio ebbe qualche cosa di romantico; il solo tratto nella sua esistenza. Essendo giovane, e relativamente privo di mezzi, rapì la figlia d'una ricca famiglia, che gliene aveva rifiutato il consenso. Ciò accadde molto tempo prima che la sua riputazione nascente riescisse a farlo assolvere; ma in grazia del successo, il mondo gli perdonò più tardi; egli però non si perdonò mai tale scappata. Sua moglie spirò al primo parto, senza poter godere della prosperità del marito.

(*Continua*)

posti ai fori ne andarono tutti ripieni: la minor quantità fu osservata nella direzione est-ovest, e da ciò può rilevarsi essere state più intense le scosse nella direzione nord-sud. Il pendolo Mudge ed altri orologi dell'Osservatorio si fermarono.

Splendidissime intanto sono le condizioni atmosferiche; il cielo è perfettamente azzurro e trasparente, la temperatura dolcissima; solo la pressione che da qualche giorno è elevatissima si è elevata ancor maggiormente questa mattina, segnando il barometro all'Osservatorio 763mm. 43.

Prevalendo pertanto presso il volgo la strana idea che simili fenomeni abbiano a ripetersi dopo le ventiquattro ore, credo utile manifestare che nessun dato scientifico avvalora questo sospetto, e che non vi ha ragione alcuna perchè le manifestazioni di questo interno lavorio nelle viscere della terra abbiano a rinnovarsi a periodo determinato.

Accolga, signor Direttore, i sensi della mia alta osservanza.

Obbl mo servo: G. CACCIATORE.

— Il Consiglio d'amministrazione della Cassa degli invalidi della marina mercantile con sede in Genova ha pubblicato, secondo il consueto, il rendiconto delle entrate e delle spese di detta Cassa per l'anno 1869.

Da esso si rilevano i seguenti risultati:

Esazioni per residui 1868 e retro, compreso il fondo di cassa di detto anno . . . . . L. 245,156 63
Esazioni per redditi ordinarii del 1869 » 378,526 61
Esazioni per redditi straordinari e restituzione di capitali del 1869. . . . » 48,575 60

Totale L. 672,258 84

Pagamenti per residui 1868 e retro. . . . . L. 88,579 53
Pagamenti per spese ordinarie del 1869, cioè pensioni e sussidi alla marineria, spese d'amministrazione, fitti, rifusione di esazioni alle casse consorelle, ecc, ecc. . . . . . » 271,492 04
Pagamenti per spese straordinarie, cioè impiego capitali e rifusione di somme alle Casse consorelle per conti a tutto il 1868 . » 76,473 20

Totale L. 436,544 77 » 436.544 77

Fondo restante in cassa L. 235,714 07
Residui da esigersi . . . . » 35,234 63

Totale L. 270.948 70
Residui da pagarsi. . . . . » 37,712 21

Totale rimanenza attiva L. 233,236 49

Abbiamo seguito l'andamento di questa benefica instituzione fin dal suo nascere, e colla scorta dei rendiconti annuali fatti di pubblica ragione ci è sempre stato grato di constatare lo sviluppo e l'incremento progressivo della medesima a favore della classe della marineria mercantile dovuti alla maggior attività della navigazione da cui la Cassa trae il principale suo alimento, cioè la retribuzione della gente di mare, ed alla buona e previdente Amministrazione del Consiglio.

Infatti l'instituzione nel 1869 avrebbe un reddito fisso di . . . . L. 105,281 91
ed un reddito variabile di . . . . . . » 285,373 75

e così un totale di . . . . L. 390,655 66

Nel 1852, anno in cui ebbe vita, il suo reddito fisso per eredità fattane dalla soppressa Cassa invalidi di marina, era di . . . . L. 45,651 12
e quello variabile, cioè la retribuzione della gente di mare ed altro . . . . . » 92,720 36

e così un totale di . . L. 138,374 48 » 138,374 48

Differenza in più nel 1869 di . . . L. 252,281 18

Il suo passivo nel 1869, comprese lire 226,687 18 pagate per pensioni e sussidi dell'annata alla marineria, oltre ai residui, ammonta a . L. 271,492 04

Nel 1852, comprese lire 126,006 76 per pensioni e sussidi, come sopra, ascendeva invece a . . . . » 138,537 27

Quindi una differenza in più nel 1869 sulle spese ordinarie . . . . L. 132,954 77

I capitali reali impiegati a tutto il 1869 sono di . . . . L. 2,065,806 17
e quelli impiegati a tutto il 1852 erano di . . . . » 1,286,297 42

Differenza in più nel 1869. . . . . L. 779,508 75

Questi risultati dimostrano ad evidenza la sempre crescente prosperità della Cassa invalidi di Genova, e devono riuscire soddisfacenti alla classe della marineria mercantile che ne gode i benefizi, potendosi inoltre ripromettere che stante il nuovo statuto che aumentò le quote delle pensioni e dei sussidi, saranno questi per rendersi vieppiù sensibili.

Noi non possiamo, aggiunge la *Gazzetta di Genova*, che rinnovare i dovuti elogi al Consiglio di amministrazione che continua ad essere composto di benemeriti cittadini, per la maggior parte capitani marittimi, negozianti ed armatori, tutti solleciti pel bene dei naviganti pei quali fu instituita la Cassa.

— Il raccolto dei cotoni negli Stati Uniti nel 1869-70, secondo il calcolo dell'ufficio agrario di Washington, ammonta a 2,750,000 balle; il risultato reale è però di ben 3,155,000. Nell'anno precedente il raccolto non sommava che 2,439,000 balle.

CAPITANERIA DEL PORTO DI ANCONA.

Il giorno 25 del mese di settembre ultimo scorso venne ricuperato nelle acque d'Ortona un battello della lunghezza di metri 4 94, largo metri 1 45, profondo centimetri 65, con due banchi, un anello di prua ed uno di poppa, pitturato all'interno con catrame e terra rossa, ed all'esterno con pece.

Chiunque credesse avere diritto a tale ricupero dovrà presentare la sua domanda a questa Capitaneria di porto nel termine prescritto dallo articolo 136 del Codice per la marina mercantile.

Ancona, li 4 ottobre 1870.

Il capitano del porto: TONDI.

AMMINISTRAZIONE DEL LOTTO PUBBLICO
Avviso di concorso.

Il direttore compartimentale di Napoli, visti gli articoli 23, 24 e 134 del regolamento sul lotto pubblico approvato con R. decreto 24 giugno 1870, n. 5736, dichiara aperto il concorso pel conferimento del sottoindicato banco del lotto:

Banco n. 211 nel comune di Torre Annunziata, provincia di Napoli, coll'aggio medio annuale di lire 3181 16.

Ogni aspirante dovrà entro il giorno 15 ottobre prossimo far pervenire a questa Direzione la sua domanda in carta bollata corredata dei documenti comprovanti tanto i requisiti voluti dall'art. 135 del regolamento succitato quanto i titoli di preferenza di cui andasse fornito, a sensi del successivo art. 136 del regolamento stesso.

Nella domanda l'aspirante dovrà dichiarare di essere pronto a prestare la cauzione in rendita iscritta sul Gran Libro del Debito pubblico in quella somma che dalla competente autorità sarà determinata, e di sottomettersi all'adempimento di tutte le leggi, regolamenti ed istruzioni che sono in vigore, e che fossero in seguito emanate. I pensionari a carico dello Stato, e gl'impiegati in disponibilità od in aspettativa dovranno inoltre dichiarare di rinunziare, in caso di accoglimento della domanda, agli assegni di qualunque natura di cui fossero, o potessero essere provvisti, in dipendenza dei loro servizi governativi.

Napoli, dalla Direzione compartimentale del lotto, addì 30 settembre 1870.

Il Direttore: G. MILLO.

DIARIO

Le notizie di guerra che si leggono nei giornali di Tours in data del 4 corrente non hanno importanza straordinaria.

Quello di cui i giornali medesimi si occupano principalmente è l'argomento delle prossime elezioni per la Costituente. Abbiamo già notato ieri come la maggioranza della stampa approvi in massima la disposizione adottata a questo proposito dal governo delegato di Tours. Ora ecco in quali termini il *Constitutionnel* tratta la questione: « Il governo, esso dice, ha messo a profitto il tempo che gli rimane di qui al 16 ottobre per modificare il sistema poco liberale e poco repubblicano del voto cantonale. Egli mantiene il principio, ma nella applicazione si accomoda a un dipresso all'idea che noi abbiamo espressa. Il decreto dice che il prefetto potrà, in determinate circostanze locali, dividere il cantone in due o tre circoscrizioni. Dal più al meno è il voto per comune. »

Il giornale citato dichiara che avrebbe pur desiderato una più esplicita adesione ai principii che secondo il suo avviso sono soli compatibili col sistema del suffragio universale, e che perciò debbono tornare egualmente accetti a tutti i partiti, e conchiude le sue osservazioni con queste parole: « Sotto le riserve suespresse non ci è possibile rifiutare la nostra approvazione al decreto governativo; affrettandosi a consultare il paese, gli uomini che un colpo di mano ha improvvisamente inalzati al potere e che ve li ha forse portati loro malgrado, mostrano il loro orrore per la usurpazione. Eglino sanno d'altronde che nel nostro paese le cose come ora stanno non avrebbero potuto durar lunga pezza. Eglino hanno inoltre compreso che se mai vi fu momento nel quale si rendesse necessario un potere regolare e legittimo, il momento è questo. Per farla finita coi nemici e per resistere all'anarchia non bastano l'intelligenza e il coraggio, vi bisognano anche l'autorità ed il prestigio che un governo ottiene per mezzo della adesione del suffragio universale, e questo appunto che finora è mancato agli uomini del 4 settembre. »

A Praga, la Dieta, nella seduta del 5 ottobre prese a discutere il progetto d'indirizzo in risposta al rescritto imperiale. Il dottore Herbst, in nome del partito tedesco, dichiarò di non voler prender parte a una discussione in cui venga contestato il dovere di procedere alla elezione dei deputati pel Reichsrath. Il conte Leo Thun, relatore della maggioranza, disse dolere a lui e al suo partito il non aderire alla domanda dell'imperatore. Il rappresentante del governo segnalò quanta fu l'arrendevolezza del governo nel cercare di compiacere agli Czechi sul terreno della Costituzione. Il luogotenente imperiale esortò la Dieta ad intraprendere le elezioni pel Reichsrath e secondare i retti intendimenti del governo, diretti a conseguire sul terreno costituzionale l'accordo di tutte le stirpi. Dopo che la Dieta ebbe respinta la proposta della minoranza per la elezione dei deputati al Reichsrath, i deputati tedeschi uscivano dalla sala, e l'indirizzo czeco-feudale venne quindi approvato all'unanimità. Questo indirizzo doveva essere consegnato al luogotenente imperiale per essere rimesso all'imperatore.

Il telegrafo ci ha già annunziato che un decreto imperiale ordinò che si procedesse immediatamente in Boemia alle elezioni dirette; e che con un altro decreto il Reichsrath venne aggiornato al 7 novembre.

Un telegramma della *Neue Freie Presse*, colla data di Berlino 5 settembre, reca che la sede del governo generale e il commissariato civile per l'Alsazia fu trasferito da Hagenau a Strasburgo.

Nell'impero russo la legge e l'uso richiedono che ogni anno, e così anche in quest'autunno, vengano licenziati per un tempo indeterminato 80,000 soldati delle classi più antiche; tuttavia il ministro della guerra, avuto riguardo all'attuale guerra franco-tedesca, ha ordinato, scrive la *Schlesische Zeitung*, che solo 9000 uomini vengano mandati in congedo, e che in loro vece siano incorporati nell'esercito attivo le giovani reclute dei così detti battaglioni di quadri. In conseguenza di quest'ordine, secondo la *Gazzetta di Mosca*, l'esercito è portato a 600,000 uomini; la quale forza non oltrepassa il piede di pace. Il giornale del governo russo reca una dichiarazione ufficiale, la quale dice che le notizie dei fogli esteri intorno a movimenti di truppe e a preparativi di guerra della Russia sono una mera invenzione.

Secondo un telegramma del *Times*, il signor Thiers è partito da Pietroburgo il 4 ottobre; nel giorno 2, egli aveva pranzato coll'imperatore a Czarkoeselo.

Pervennero da Bombay al *Sun* (colla data del 26 settembre) notizie di Tien-Tsin, le quali recano che il termine imposto dall'*ultimatum* francese era spirato, e che le autorità non avevano ancora aderito alle condizioni poste dal conte di Rochechouart. I Chinesi daranno sollecita opera all'acquisto e alla fabbricazione di armi, e grandi concentramenti di truppe si operavano nella parte settentrionale del paese.

Alle ore 3 1/2 pom. d'oggi giungeva in Firenze la Deputazione delle provincie romane per presentare a S. M. l'atto solenne del plebiscito.

La Deputazione provinciale di Firenze col signor Prefetto erasi recata all'incontro dell'on. Deputazione alla stazione di San Romano sul confine della provincia fiorentina.

Alla stazione di Firenze gli onorevoli personaggi erano ricevuti dal ff. funzione di Sindaco di Firenze comm. Ubaldino Peruzzi, dalla Giunta e Consiglieri municipali, da un Aiutante di Campo e due Ufficiali d'Ordinanza di S. M., e due Mastri di Cerimonie della Real Casa, incaricati di complimentare a nome di S. M. la Deputazione.

Molti personaggi, membri del Senato e della Camera dei deputati e delle pubbliche Amministrazioni, moltissimi Sindaci delle altre città d'Italia e Signore affollavano nelle sale della stazione, salutando con evviva e applausi l'arrivo avventuroso degli illustri inviati.

Poichè il comm. Peruzzi ebbe con brevi acconcie parole dato loro il benvenuto, furono condotti negli equipaggi del Municipio alla locanda di New-York posta a loro disposizione.

La Guardia nazionale, la Truppa di linea, le Guardie doganali e il Corpo de' civici pompieri facevano ala sul passaggio, bellamente adorno per cura del Municipio; una folla immensa sulle vie ed ai balconi applaudiva festante agli onorevoli signori della Deputazione romana venuti a compiere il grand'atto che riunisce sotto lo scettro costituzionale dell'Augusto Re Vittorio Emanuele tutta la famiglia italiana.

Le LL. AA. RR. il Principe Umberto e la Principessa Margherita, partiti da Milano col convoglio diretto ordinario delle 9 e 30 di questa mattina, arrivano questa sera a Firenze alle ore 7 30.

S. A. R. il Duca d'Aosta, partito da Torino col convoglio diretto ordinario delle ore 7 40 di questa mattina, arriverà pure a Firenze alle ore 7 20 di questa sera.

S. A. R. il Principe di Savoja Carignano partirà da Torino questa sera col convoglio diretto delle 6 45 ed arriva a Firenze domani mattina alle 7 e 02.

L'ingresso delle RR. truppe in Roma ha destato nella numerosa Colonia italiana d'Alessandria d'Egitto un entusiasmo universale ed immenso entusiasmo. Le condizioni del paese, e sovra tutto quelle in cui versano le Colonie dei paesi attualmente belligeranti, consigliando di evitare le pubbliche feste, quei nostri concittadini hanno voluto celebrare il lieto avvenimento con una sottoscrizione di beneficenza in favore dei loro connazionali poveri dimoranti in Egitto.

DISPACCI PRIVATI ELETTRICI
(AGENZIA STEFANI)

Berlino, 7.

Il *Monitore prussiano* dice che il manifesto di Napoleone III, pubblicato dal giornale la *Situation* di Londra, è senza dubbio apocrifo. Dichiara che il quartiere generale non ha punto ricevuto questo manifesto, e che è del tutto falso quanto esso asserisce circa l'abboccamento del re con Napoleone III.

Costantinopoli, 6.

Il generale Ignatieff partì in congedo per Odessa. Questo viaggio è estraneo alla politica.

Orléans, 6.

Da diverse informazioni risulta che la cavalleria nemica, la quale prese parte al combattimento di Toury, ascendeva da 4 a 5 mila uomini e non già a 500.

Bonneval, 6.

Il nemico evacuò il paese al di là di Toury, ripiegandosi sopra Etampes.

Chartres, 6.

Epernon è completamente libera.

Rambouillet è occupata da 3,000 prussiani.

BORSE.

	Vienna, 6	7
Mobiliare	255 50	253 75
Lombarde	173 50	172 25
Austriache	382 —	380 50
Banca Nazionale	712 —	710 50
Napoleoni d'oro	9 94	9 94
Cambio su Parigi	48 25	— —
Cambio su Londra	124 50	124 55
Rendita austriaca	66 30	66 25

Debole.

	Berlino, 6	7
Austriache	207 3/4	207 1/4
Lombarde	91 1/4	92 3/4
Mobiliare	138 3/8	137 1/2
Rendita italiana	54 3/4	54 5/8

Debole.

Berlino, 7.

Si ha da Versailles in data del 6:

Ieri gli esploratori della 4ª divisione di cavalleria sostennero un combattimento in una escursione verso il Loiret.

La 6ª divisione di cavalleria scacciò 1500 guardie mobili dai dintorni di Montfort.

Ieri ed oggi nulla di nuovo dalla parte di Parigi.

Tours, 7.

Il governo ricevette dai dipartimenti notizie incoraggianti circa la crescente energia delle popolazioni e la decisione dei contadini di molestare i Prussiani ed intercettare le loro provvigioni.

L'organizzazione dell'esercito progredisce attivamente.

Sembra che i Prussiani vogliano avanzarsi nella Normandia. Sono presse tutte le misure per far mancare loro i viveri. Il bestiame fu spedito nel centro della Francia o in Inghilterra.

L'Havre è bene difesa.

10,000 uomini di truppe scelte dell'Algeria devono giungere fra breve.

Gli zuavi pontificî, giunti a Tours, hanno i quadri completi, e formeranno un Corpo scelto da 5 a 6 mila uomini.

Mille volontari garibaldini sono arrivati a Chambéry.

Assicurasi che i cannoni dei forti staccati di Parigi hanno una portata di 8 mila metri; quindi è impossibile che le batterie nemiche possano avanzarsi abbastanza per bombardare l'interno di Parigi.

Berlino, 7.

Un ordine del generale Vogel di Falckestein sopprime il divieto delle riunioni democratico-sociali, esprimendo la speranza che la polizia denunzierà ogni individuo il quale coi suoi atti incoraggiasse la resistenza della Francia contro le condizioni poste dalla Germania per conchiudere la pace.

Marsiglia, 7.

È arrivato Garibaldi.

Saint-Quentin, 8.

Sembra che il nemico rinunzi alla marcia sopra Saint-Quentin per andare ad assediare Soissons, che resisterà seriamente.

Berlino, 7.

Il soggiorno che l'imperatore e l'imperatrice di Russia faranno prossimamente in Crimea è considerato qui come un sintomo pacifico.

Dopo domani avrà luogo qui una grande riunione di cattolici per deliberare sulla situazione del Papato.

Troyes, 7.

Il dipartimento dell'Aube è libero.

Epinal, 6 (sera).

Ebbe luogo a Raon un combattimento che durò tutta la giornata contro 8 o 10 mila prussiani con artiglierie; non vi fu alcun risultato.

Il generale Dupré rimase ferito; noi abbiamo conservato le posizioni.

Le guardie nazionali si uniscono alle truppe. Un dispaccio annunzia che il nemico marcia sopra Neuf-Brisach. I villaggi al di là di Chalampé sono occupati da molte truppe.

Rouen, 7.

I Prussiani sono giunti a Gisors e furono respinti dalle guardie nazionali. Due mila prussiani con artiglierie sono accampati nei boschi di Gisors.

Roma, 8.

La Deputazione è partita al tocco di stanotte; è composta:

Per la città di Roma: del duca Sermoneta, Odescalchi, Sforza Cesarini, De Angelis, Tittoni, Castellani, avv. Marchetti e principe Ruspoli; per Civitavecchia: del marchese Guglielmi ed avv. Leseni; per Frosinone: di Monardini e Marcocci; per Velletri: del conte Borgia ed avv. Novelli; per Viterbo: del conte Maroni e dell'avv. Vallerani. Furono accompagnati dalla Giunta del plebiscito romano. Alla stazione furono accolti da numerose schiere d'eletta cittadinanza con torcie e bandiere. Partirono fra le grida: *Evviva il Re in Campidoglio, evviva la Commissione.*

Tours, 7.

Una lettera di Glais-Bizoin del 6 corrente ai suoi elettori del dipartimento *Côtes-du Nord* mostra l'impossibilità, in cui egli si trova, di recarsi personalmente a chiedere loro i suffragi; insiste sulla necessità d'evitare le discordie civili; esprime la sua fiducia nella pronta liberazione della Francia, ed aggiunge che tra qualche settimana due armate di 200 e forse 300 mila uomini ciascuna, senza calcolare le riserve, si troveranno in grado di poter accorrere alla liberazione di Parigi.

UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO

Firenze, 7 ottobre 1870, ore 1 pom.

Nuovo abbassamento di barometro di 4 mm. in media su tutta la Penisola. Cielo sereno soltanto in poche stazioni; piovigginoso a Genova e Catania. Ovest forte ad Ancona; venti deboli del terzo e quarto quadrante sul rimanente d'Italia. Calma quasi generale nei nostri mari.

La prevalenza della corrente equatoriale manterrà il cielo nuvoloso; ed è probabile la pioggia in qualche stazione.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE
fatte nel R. Museo di Fisica e Storia naturale di Firenze
Nel giorno 7 ottobre 1870.

	ORE		
	9 antim.	3 pom.	9 pom.
Barometro a metri 72,6 sul livello del mare e ridotto a zero	mm 759,0	mm 757,0	mm 757,0
Termometro centigrado	13,0	19,5	15,0
Umidità relativa . .	80,0	65,0	80,0
Stato del cielo . . .	sereno	nuvolo	sereno e nuvoli
Vento direzione . .	O	O	O
Vento forza	debole	debole	debole

Temperatura massima . . . . + 20,5
Temperatura minima. . . . . + 10,5
Minima nella notte dell'8 ottobre . . + 13,5

Spettacoli d'oggi.

TEATRO NICCOLINI, 7 1/2 — Rappresentazione dell'opera del maestro Cimarosa: *Giannina e Bernardone.*

TEATRO NAZIONALE, 7 1/2 — Rappresentazione dell'opera del maestro Ferrari: *Pipelet* — Ballo: *La vendetta di una silfide.*

TEATRO ROSSINI, 7 1/2 — Rappresentazione dell'opera del maestro Ricci: *Il Birraio di Preston* — Ballo: *La lanterna del diavolo.*

TEATRO DELLE LOGGE, ore 8 — La Drammatica Compagnia Meynadier rappresenta: *Les faux ménages.*

FEA ENRICO, *gerente.*

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO (*Firenze*, 8 *ottobre* 1870)

VALORI	Godimento	VALORE NOMINALE	CONTANTI L	CONTANTI D	FINE CORRENTE L	FINE CORRENTE D	FINE PROSS. L	FINE PROSS. D	Nominale
Rendita italiana 5 0/0	1 luglio 1870	»	57 35	57 30	57 55	57 45	—	—	—
Detta 3 0/0	1 aprile 1870	»	34 50	34 40	— —	— —	—	—	—
Imprestito Nazionale 5 0/0. . . .	1 ottob. 1870	»	78 55	78 40	— —	— —	—	—	—
Obbligaz. sui beni eccles. 5 0/0 .	id.	»	75 70	75 65	— —	— —	—	—	—
Az. Regia coint. Tab. (carta) . .	1 luglio 1870	500	676 —	673 —	— —	— —	—	—	—
Obb. 6 0/0 Regia coint. Tab. 1868	id.	500	460 —	458 —	— —	— —	—	—	—
Imprestito Ferriere 5 0/0.		840	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Obbligaz. del Tesoro 1849 5 0/0 .		840	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Azioni della Banca Naz. Toscana	1 genn. 1870	1000	1895 —	1870 —	— —	— —	—	—	—
Dette Banca Naz. Regno d'Italia	id.	1000	— —	— —	— —	— —	—	—	2350
Banca Tosc. di cred. per l'ind. ed il commercio	id.	500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Banca di Credito Italiano.		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Azioni del Credito Mobil. Ital. .	1 luglio 1870	500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Azioni delle SS. FF. Romane . .		500	94 —	92 —	— —	— —	—	—	—
Dette con prelaz. pel 5 0/0 (Antiche Centrali Toscane)		500	109 —	105 —	— —	— —	—	—	—
Obbl. 3 0/0 delle SS. FF. Rom. .		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Azioni delle ant. SS. FF. Livor. .	1 luglio 1870	420	— —	— —	— —	— —	—	—	206
Obbl. 3 0/0 delle suddette	id.	500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Dette 3 0/0		420	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Dette 5 0/0 ant. SS. FF. Mar. . .		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Azioni SS. FF. Meridionali. . . .	id.	500	328 —	327 50	330 —	329 —	—	—	—
Buoni Meridionali 6 0/0 (oro) . .	id.	500	417 50	416 —	— —	— —	—	—	—
Obbl. 3 0/0 delle dette	1 aprile 1870	500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Obbl. dem. 5 0/0 in serie compl.	id.	505	143 —	141 —	— —	— —	—	—	—
Dette in serie non complete . . .		505	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Dette in serie di una e due. . . .		505	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Obbl. SS. FF. *Vittorio Emanuele*		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Impr. comunale 5 0/0 1ª emiss. .		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Detto 2ª emissione		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Imprestito comunale di Napoli. .		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Nuovo impr. della città di Firenze	1 aprile 1870	250	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Prest. a premi città di Venezia. .		25	— —	— —	— —	— —	—	—	—
Obb. Cred. fond. Monte de' Paschi		500	— —	— —	— —	— —	—	—	—
5 0/0 italiano in piccoli pezzi . .	1 genn. 1870	»	— —	— —	— —	— —	—	—	58
3 0/0 idem	1 aprile 1870	»	— —	— —	— —	— —	—	—	35
Imprestito Naz. piccoli pezzi . .	id.	»	— —	— —	— —	— —	—	—	79
Obbl. ecclesiast. in piccoli pezzi		»	— —	— —	— —	— —	—	—	77

CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D
Livorno	8			Venezia eff. gar.	30			Londra. . .	a vista		
Detto	30			Trieste	30			Detto	30		
Detto	60			Detto.	90			Detto	90	26 20	26 15
Roma	30			Vienna	30			Parigi . . .	a vista		
Bologna.	30			Detto.	90			Detto	30		
Ancona	30			Augusta	30			Detto	90		
Napoli	30			Detto.	90			Lione . . .	a vista		
Milano	30			Francoforte . . .	30			Detto	90		
Genova	30			Amsterdam . . .	90			Marsiglia. .	a vista		
Torino	30			Amburgo.	90			Napoleoni d'oro . .		20 90	20 87
								Sconto Banca 5 0/0.			

Prezzi fatti: 5 p. 0/0: 57 35-32 50 cont. - 57 40 p. 15 c. — Obbl eccl. 75 70 c. — Buoni Mer. 415, 416.

Per il Sindaco: G. STZINGER.

Situazione del dì 30 del mese di settembre 1870

DELLA SOCIETÀ DI CREDITO DENOMINATA

SOCIETÀ GENERALE DI CREDITO MOBILIARE ITALIANO

con sede in Firenze.

CAPITALE.

Capitale sociale nominale	L.	50,000,000 »
Totale delle azioni	N.	100,000 »
Valore nominale per azione	L.	500 »
Azioni da emettersi — Numero	N.	—
Azioni da emettersi — Importo	L.	—
Saldo di azioni emesse	»	10,000,000 »
Capitale effettivamente versato	»	40,000,000 »

Attivo.

1. Numerario effettivo esistente nelle casse delle sedi e delle succursali	L.	917,816 61
2. Cambiali scontate in portafoglio e scadenti nel trimestre dal giorno d'oggi	»	3,430,099 »
3. Idem idem a più lunga scadenza	»	65,418 25
4. Anticipazioni sopra deposito di fondi pubblici ed altri titoli garantiti dallo Stato, dalle provincie e dai comuni	»	—
5. Idem sopra deposito di titoli privati	»	—
6. Idem sopra deposito di merci	»	—
7. Effetti da incassare per conto terzi	»	28,772 10
8. Beni stabili di proprietà dell'Istituto	»	1,794,989 23
9. Titoli dello Stato: valore nominale. . L. 5,954,900 — Prezzo d'acquisto	»	3,914,785 26
10. Idem delle provincie e dei comuni: valore nominale L. 5,606,370 — Prezzo d'inventario	»	4,172,649 59
11. Buoni del Tesoro	»	—
12. Azioni ed obbligazioni con guarentigia governativa	»	11,899,503 72
13. Idem senza guarentigia	»	35,145,854 55
14. Conti correnti con frutto	»	29,808,873 80
15. Idem senza frutto	»	3,381,029 15
16. Depositi di titoli a cauzione	»	48,388,292 »
17. Idem liberi e volontari	»	74,327,266 »
18. Debitori diversi per titoli senza speciale classificazione	»	3,766,193 59
19. Effetti in sofferenza	»	733,538 95
20. Valore dei mobili esistenti (od altre spese di 1° stabilimento)	»	276,003 50
Totale delle attività	L.	222,051,115 30

Interessi 1° semestre 1870 sulle n. 100,000 azioni sociali . . . L. 1,200,000 »

Spese del corrente esercizio da liquidarsi in fine dell'annua gestione:
- di 1° stabilimento (1/91) . » 3,033 »
- d'ordinaria amministraz. » 165,677 25
- interessi passivi dei conti correnti . » 788,538 49
- perdite durante l'esercizio » —

Totale: 2,157,248 74

L. 224,208,364 04

Passivo.

1. Capitale effettivamente versato	L.	40,000,000 »
2. Conti correnti a interesse	»	27,564,536 46
3. Idem senza interesse	»	6,275,381 67
4. Debiti ipotecarii sugli stabili di proprietà dell'Istituto	»	—
5. Sovvenzioni avute su fondi pubblici	»	2,820,911 95
6. Accettazioni cambiarie	»	1,600,488 78
7. Depositanti per depositi a cauzione	»	48,388,292 »
8. Idem idem liberi e volontari	»	74,327,266 »
9. Creditori diversi per titoli senza speciale classificazione	»	18,768,017 93
10. Fondo di riserva	»	507,899 47
11. Maggior valore dei Titoli risultante dalla differenza fra la valutazione del 31 dicembre 1868 ed il corso al 31 dicembre 1869	»	597,440 48
Totale delle passività	L.	220,850,234 74

Rimanenza profitti dell'esercizio 1869. . . . L. 74,924 90

Rendite del corrente esercizio da liquidarsi in fine dell'annua gestione:
- Interessi attivi . . » 2,504,088 97
- Sconti e provvigioni » 634,278 18
- Utili durante l'esercizio . . . . . » 145,837 25

Totale: 3,358,129 30

3236 L. 224,208,364 04

COMUNE DI ROCCA SAN CASCIANO

A tutto il 10 novembre prossimo è aperto il concorso alla condotta medico-chirurgica di questo comune, rimasta vacante per la renunzia del dottor Cesare Benvenuti, cui è annesso l'annuo stipendio di italiane lire 1596, pagabile a rate mensili posticipate, con gli oneri seguenti:

1° Curare gratuitamente ed a tutta cura tanto in medicina che in chirurgia tutti gli abitanti dimoranti nel comune di Rocca San Casciano, compresi gli impiegati e loro famiglie, prestandosi anche ai consulti quando vengano richiesti.

2° Visitare e curare gratuitamente i militari di stazione e di passaggio, gli esposti e i carcerati.

3° Visitare gratuitamente i giovani che fanno parte della milizia nazionale, e gli infermi che debbono essere inviati allo spedale, rilasciando gli occorrenti certificati.

4° Inoculare gratuitamente il *virus vaccino* al tempo opportuno, e quante volte venga ordinato dal sindaco.

5° Prestarsi gratuitamente alla visita dei commestibili ad ogni richiesta dell'Autorità competente.

6° Non assentarsi dalla comunità nè pernottare fuori della medesima senza il permesso del sindaco, che potrà darlo fino a cinque giorni; per un tempo più lungo occorrerà il permesso della Giunta; in qualunque caso dovrà provvedere a tutte sue spese alla rappresentanza ed al servizio con altro medico-chirurgo di soddisfazione del sindaco, eccettuato il titolare dell'altra condotta.

7° Supplire all'altro titolare in caso di malattia, e qualora ciò non bastasse sarà provveduto a spese del comune.

8° Prestarsi alle visite necroscopiche nel paese, per le quali è accordata l'annua retribuzione di italiane lire 40.

9° In caso di renunzia o dimissione darnè avviso all'uffizio municipale tre mesi prima.

I concorrenti sono invitati a far pervenire all'uffizio municipale in piego affrancato le loro istanze in carta bollata da cent. 55, corredate coi relativi diplomi di matricola, fede di nascita, attestato di sanità e di buona condotta, entro il 10 novembre prossimo.

Rocca San Casciano, dal municipio, li 2 ottobre 1870.

3252 *Il Sindaco*: A. BERTI.

SOCIETÀ ANONIMA

DEI PONTI DI FERRO SOSPESI SULL'ARNO

presso Firenze

Il sottoscritto rende pubblicamente noto ai signori azionisti della Società suddetta che, in ordine alla deliberazione del Consiglio di questo giorno, a cominciare dal 12 corrente sarà pagato il *Dividendo* dello spirato semestre a tutto il 31 agosto ultimo dai signori Schnletz e Turri, cassieri, avent banco al n. 10, via del Proconsolo.

Firenze, 6 ottobre 1870

L'Amministratore
3266 Avv. GIUSTINIANO BONCI.

COMPAGNIA REALE DELLE FERROVIE SARDE

Si notifica che dietro autorizzazione impartita dal Governo Italiano gli azionisti della Compagnia Reale delle Ferrovie Sarde sono convocati in adunanza generale straordinaria *alle ore due pomeridiane di martedì* 18 *corrente ottobre a Terminus Hôtel, Cannon street in Londra,* allo scopo di prendere gli opportuni concerti relativamente alle disposizioni contenute nella Convenzione stipulata col Governo Italiano il 24 marzo 1869, sanzionata colla Legge del 28 agosto 1870; di autorizzare i Direttori a disporre nel miglior modo possibile per l'apertura del credito voluto dall'Art. 10 della suddetta Convenzione, a provvedere i fondi necessari a dar piena esecuzione alla Convenzione stessa, ed a prendere quelle altre deliberazioni che saranno richieste nell'interesse della Compagnia.

Per essere ammessi all'Adunanza ed aver diritto a votare gli Azionisti devono *cinque giorni prima dell'Adunanza stessa* depositare i Certificati delle loro Azioni all'Ufficio della Compagnia in Firenze, o presso il signor Cesare De Tivoli al *N° 1 Great Winchester street Buildings* in Londra. — Sarà loro rimesso in cambio uno scontrino che servirà di biglietto di ammessione all'Adunanza.

All'Ufficio della Compagnia in Firenze, o presso il signor De Tivoli si possono avere mandati di procura in bianco.

Dat. il 7 ottobre 1870.

D'ordine del Consiglio di Amministrazione
U. DE TIVOLI
3276 *1, Great Winchester street Buildings E. C.*

Avviso.

Per la morte dei due notari senesi ser Antonio Rotellini risieduto in Castel del Piano, e ser Leonardo Vecchioni, risieduto in Massa Marittima, luoghi compresi nel circondario della già Rota di Grosseto, oggi tribunale civile e correzionale di detta città, rimangono vacanti due posti di notaro di numero in detto circondario, sotto la dipendenza di quest'archivio.

Tutti quei notari in aspettativa cui piacesse concorrere al rimpiazzo dei detti posti potranno a tutto il presente mese far pervenire le loro domande a questa soprintendenza, dalla quale saranno comunicate al procuratore generale del Re presso la Corte d'appello di Firenze per le relative risoluzioni.

Siena, dalla soprintendenza dell'Archivio Generale dei contratti.

Li 4 ottobre 1870.

Il ff. di Soprintendente
3261 Dott. Giov. Batt. Tolomei.

PREFETTURA DELLA PROVINCIA DI BASILICATA

Avviso d'asta

pel taglio d'alberi nel bosco grande di Forenza.

Si rende noto al pubblico che nel giorno 20 del corrente mese di ottobre, alle ore 12 meridiane, si procederà ai pubblici incanti ad estinzione di candela vergine, in una delle sale di questa prefettura, innanzi al signor prefetto o un suo delegato, coll'intervento del signor sindaco di Forenza, qual rappresentante il municipio interessato per la vendita di n. 24,000 alberi di roveri e cerri di alto fusto esistenti nel bosco detto Grande, di proprietà del predetto comune.

La pubblica gara sarà aperta alle basi dell'offerta del signor S. A. Loria per la somma di lire 16 per ogni pianta, e quindi complessivamente per L. 384,000, con i patti e condizioni stabilite in detta offerta, e nelle deliberazioni del Consiglio comunale in data dei 25 marzo 1868, 12 giugno, 14 luglio e 21 settembre 1870.

Ogni attendente, per essere ammesso come oblatore, dovrà prima depositare, a garanzia delle sue offerte presso il sottoscritto segretario capo, in moneta corrente nel Regno la somma di lire 38,400, corrispondente al decimo del prezzo d'incanto.

Le offerte dovranno esser fatte in aumento dell'accennato importo di lire sedici per ogni pianta, e dovranno essere espresse in centesimi di lira, nè potranno essere inferiori a centesimi uno per ogni pianta.

Il tempo utile per presentare l'offerta di aumento del vigesimo del prezzo di delibera è fissato, attesa l'urgenza, a giorni cinque dall'aggiudicazione, che andrà a scadere col giorno 25 del corrente mese di ottobre, alle ore 12 merid.

Detta offerta per essere ammissibile dovrà essere garantita dal deposito del decimo del prezzo offerto nel modo detto innanzi.

Le condizioni che regolar devono il contratto saranno a tutti visibili presso il sottoscritto segretario capo nelle ore di ufficio presso il municipio di Forenza.

Potenza, 1° ottobre 1870.

3256 *Il Segretario capo*: FRANCO.

BANCA AGRICOLA NAZIONALE

Sede in Firenze, via Cavour, n. 4

AVVISO.

Il Consiglio d'amministrazione, valendosi delle facoltà concesse dalla legge 21 giugno 1869, n. 1569, sul credito agricolo, ha con approvazione del Ministero d'agricoltura, industria e commercio, e previo il relativo deposito di rendita italiana presso la regia cassa di deposito e prestiti, effettuata l'emissione di buoni agrari nelle seguenti categorie:

da L. 30 e L. 100 in carta rosa.
da L. 40 e L. 250 in carta verde.
da L. 50 e L. 500 in carta gialla.
da L. 1000, in carta bianca.

La cassa della sede è aperta tutti i giorni dalle 10 ant. alle 3 pom. per il cambio a vista dei boni agrari e dei biglietti all'ordine.

Firenze, 3 ottobre 1870.

3267 La Direzione.

Avviso. 3282

Con atto fatto avanti la pretura del mandamento di Campi Bisenzio nel dì 6 stante, debitamente registrato a Firenze lo stesso giorno, trascritto ed affisso presso il tribunale civile ff. di tribunale di commercio in questa città, Carlo del fu Giuseppe Benelli, domiciliato a Calenzano, emancipò a tutti gli effetti del Codice civile e di commercio il proprio figlio Oreste Benelli, in età di oltre anni 19, affinchè esercitasse da per se solo il commercio di calzoleria e pellami d'ogni genere in detto luogo, essendosi da tale commercio ritirato detto Carlo Benelli emancipante.

Firenze, li 7 ottobre 1870.

Avviso.

La contessa Anna San Giorgio, abitante in via della Pergola, n. 26, piano secondo, rende pubblicamente noto che essa paga tutto quello che occorre per la di lei famiglia a pronti contanti, e dichiara che non riconoscerà verun debito fatto in suo nome.

Firenze, 7 ottobre 1870.

3275 Contessa Anna di San Giorgio.

Campi Bisenzio.

Il sottoscritto, rappresentante in Firenze la *Compagnia di Assicurazione di Milano*, rende pubblicamente noto, per ogni buon fine ed effetto, di aver ritirato e revocato il mandato col quale aveva nominato a suo incaricato nel mandamento di Campi Bisenzio il signor ingegnere Gaspero Bacci di detto luogo.

Firenze, li 7 ottobre 1870.

3274 C. Nutini.

Cassa di Risparmi di Pistoia.

Prima denunzia di un libretto smarrito segnato di n. 9044, sotto il nome di Beneforti Debora, per la somma di L. 175.

Quando non si presenti alcuno a vantare diritti sul suddetto libretto, sarà dalla cassa riconosciuto creditore il denunciante.

Li 5 ottobre 1870. 3268

Cassa di Risparmi di Pistoia.

Prima denunzia di un libretto smarrito segnato di n. 11103, sotto il nome di Costantino Becagli, per la somma di L. 336.

Quando non si presenti alcuno a vantare diritti sul suddetto libretto, sarà dalla cassa riconosciuto creditore il denunciante.

Li 5 ottobre 1870. 3269

Sunto di sentenza.

(2ª *pubblicazione*)

Si notifica alla signora Maddalena Filomena Boschetti, assente, che nella causa promossa contro la stessa da Carolina Boschetti, patrocinata dal cav. Giuseppe Duquême e con domicilio elettivo presso di esso in Milano, via Pattari, n. 7, fu emanata la sentenza 26 febbraio 1870, n. 1305, del R. tribunale civile e correzionale di Milano, colla quale fu dichiarato essere ammissibile la domanda dell'attrice Carolina Boschetti, diretta ad ottenere la dichiarazione d'assenza della Maddalena Filomena Boschetti, e venne commesso alla giudicatura del mandamento 8° di Milano di assumere le relative informazioni.

Copia di detta sentenza venne notificata all'ultimo domicilio della Maddalena Filomena Boschetti (CC. SS. di P. Venezia di Milano, n. 811), e la presente copia viene qui inserta per gli effetti degli articoli 23 e 24 Codice civile. 2760

14ª *Estrazione del prestito della Provincia di Salerno seguita nel giorno 1° ottobre* 1870.

1.	4929	43.	5193	85.	7094
2.	6900	44.	4778	86.	1365
3.	4619	45.	71	87.	2220
4.	5765	46.	7431	88.	2221
5.	2868	47.	4987	89.	5277
6.	7327	48.	7283	90.	3605
7.	6373	49.	6893	91.	2495
8.	7834	50.	5779	92.	6410
9.	4030	51.	7633	93.	5276
10.	1754	52.	5785	94.	1603
11.	6476	53.	1150	95.	69
12.	1046	54.	5385	96.	832
13.	2385	55.	7232	97.	3546
14.	3211	56.	2584	98.	6483
15.	5005	57.	2570	99.	3934
16.	2434	58.	5170	100.	3560
17.	7542	59.	2343	101.	2219
18.	82	60.	5556	102.	6099
19.	6559	61.	4779	103.	1885
20.	4057	62.	1290	104.	482
21.	2750	63.	6867	105.	3562
22.	1237	64.	5198	106.	6409
23.	311	65.	7603	107.	4807
24.	5898	66.	7600	108.	1323
25.	2222	67.	5766	109.	1886
26.	3718	68.	2360	110.	7354
27.	7326	69.	104	111.	7355
28.	5047	70.	3437	112.	7512
29.	5386	71.	3352	113.	7356
30.	2713	72.	2661	114.	1137
31.	1957	73.	5275	115.	3234
32.	6854	74.	1693	116.	1136
33.	3088	75.	5730	117.	1284
34.	4655	76.	1302	118.	5278
35.	371	77.	6546	119.	833
36.	7425	78.	4112	120.	48
37.	3716	79.	5169	121.	2813
38.	4088	80.	4111	122.	5441
39.	3649	81.	7859	123.	2270
40.	7430	82.	1967	124.	5787
41.	4087	83.	6861		
42.	2807	84.	2245		

Per copia conforme:

Il Segretario
3212 Nicola Nola.

Editto.

Si notifica a Domenica Formentini *recte* Formenti vedova Stratico, e ad Angela Tormentini *recte* Formenti Susanna di qui, ora d'ignota esistenza e dimora, non che agli ignoti loro rappresentanti che il nobile cav. Bernardo Barozzi coll'avv. Barozzi produsse in loro confronto la petizione 6 settembre corrente sotto pari numero, per cancellazione di vincolo sopra cartelle del Debito pubblico, per la complessiva rendita annua di italiane lire 1125, e che con odierno decreto si fa intimare all'avvocato di questo foro dottor Salvognini, il quale si è destinato in loro curatore *ad actum*, essendosi sulla medesima fissato per la risposta il termine di giorni 90, sotto le avvertenze di legge.

Incomberà quindi ad esse Formenti e loro rappresentanti il far giungere al curatore loro deputato in tempo utile ogni creduta eccezione, oppure scegliere e partecipare al tribunale altro procuratore, mentre in difetto dovranno ascrivere a se medesimi le conseguenze della propria inazione.

Che il presente si pubblichi e si affigga nei luoghi soliti e si inserisca per tre volte nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* a cura della parte attrice.

Dal Regio tribunale provinciale, sezione civile.

Venezia, 9 settembre 1870.

3203 Dott. Barbaro.

Dichiarazione d'assenza.

Il tribunale civile di Chiavari, con provvedimento reso li 3 agosto 1870 ad istanza di Angela Rossi fu Giovanni Battista vedova di Giovanni Battista Pessagno di Reppia, dichiarava l'assenza del di lei figlio Antonio, pure dimorante a Reppia, comune di Nè.

Chiavari, 13 agosto 1870.

2890 O Brignardello, proc.

Avviso interessante.

Si rende noto a chiunque possa avere interesse che Pietro Ciarner e Comp., in conformità dell'avviso pubblicato in questa Gazzetta il dì 4 ottobre 1870, n. 273, acquistò liberamente in compra da Marianna e Carlo coniugi Bicchierai, tutto il mobiliare, macchine, attrezzi, arnesi, ecc., esistente nella fabbrica di birra, fuori la porta alla Croce, a Varlungo, nella villa Chiericoni.

Chiunque possa vantare crediti o diritti sia sugli oggetti della suddetta fabbrica che sopra a quelli del magazzino in piazza dei Peruzzi, si presenti giudicialmente dal sottoscritto al suo studio in via Santa Margherita, n. 7 (Firenze), prima del dì quindici corrente, giorno stabilito per il pagamento degli oggetti medesimi, nelle mani dei coniugi Bicchierai.

Tanto si rende di pubblica ragione a tutti e per tutti gli effetti.

Firenze, li 7 ottobre 1870.

3280 A. G. Paoli.

Avviso.

Il sottoscritto Giuseppe di Pietro Frosini di Pistoia ha inibito a Tommaso del fu Giuseppe Nesti, colono disdetto al podere di Calesa o Calonca nel popolo di Sant'Amato, comunità di Porta San Marco, di comprare e vendere bestiame senza l'espresso di lui consenso in scritto.

Pistoia, 7 ottobre 1870.

3287 Giuseppe di P. Frosini.

Estratto d'annotazione a bando venale.

Al seguito della sentenza proferita dal tribunale civile di Arezzo nel dì 29 settembre prossimo passato, registrata con marca da lire 1 10, alla pubblica udienza che dal tribunale predetto (sezione delle ferie) sarà tenuta la mattina del dì ventisette ottobre 1870, a ore dieci, sarà proceduto al quinto incanto per la vendita dei beni sulle istanze della signora Francesca Serlacopi ne' Capei, proprietaria domiciliata a Firenze, rappresentata da messer Marco Biondi, escussi in danno di Girolamo, Gaetano, ed Antonia figli ed eredi del fu Domenico Fossi, possidenti domiciliati a Fojano della Chiana, rappresentata quest'ultima, perchè assente, dal di lei mandatario generale signor Giuseppe Signorini, possidente domiciliato in detto luogo, e consistenti in una casa situata in Fojano della Chiana, sul prezzo pel quale furono inutilmente esposti in vendita nell'indicato di 29 settembre, dibassato di un decimo, e così per la somma di lire italiane 1645 03, ed alle condizioni tutte di che nel bando venale del dì 23 aprile 1870, registrato con marca da lire 1 10.

Dal tribunale civile di Arezzo.

Li 5 ottobre 1870.

3260 Paolo Sandrelli, canc.

Omologazione di concordato.

Con sentenza del tribunale civile e correzionale di Firenze, ff. di tribunale di commercio, del 2 settembre ultimo scorso, è stato omologato il concordato posto in essere dal fallito Francesco Bellesi e la maggiorità dei di lui creditori, e dichiarato il fallito stesso scusabile.

3270 Dott. Dante Frezziner.

Omologazione di concordato.

Con sentenza del tribunale civile e correzionale di Firenze, ff. di tribunale di commercio, del 5 ottobre stante, è stato omologato il concordato stipulato dalla fallita ditta Domenico Carpena colla maggiorità dei di lei creditori, e sono stati dichiarati scusabili i rappresentanti la ditta stessa Marco, Angiolo, e Andrea Carpena.

3271 Dott. Dante Frezziner.

Omologazione di concordato.

Con sentenza del tribunale civile e correzionale di Firenze, ff. di tribunale di commercio, del 5 ottobre stante, è stato omologato il concordato stipulato dal fallito Matteo Fiorelli di Prato colla maggiorità dei di lui creditori, e contemporaneamente è stato il medesimo dichiarato scusabile.

3272 Dott. Dante Frezziner.

CONVITTO CANDELLERO.

Torino — Via Saluzzo, N. 33.

XXVI anno.

Col 10 prossimo novembre si riaprirà il corso preparatorio agli Istituti militari ed alla Regia Scuola di Marina e si comincieranno le scuole tecniche ed il 1° anno d'istituto tecnico. 3013

INTENDENZA DI FINANZA DELLA PROVINCIA DI ANCONA

Avviso d'asta per la vendita dei beni pervenuti al Demanio per effetto delle leggi 7 luglio 1866, n. 3036, e 15 agosto 1867, n. 3848.

Si fa noto al pubblico che alle ore 10 ant. del giorno di giovedì 20 ottobre 1870, in una sala della prefettura di Ancona, alla presenza di uno dei membri della Commissione provinciale di sorveglianza, coll'intervento di un rappresentante dell'Amministrazione finanziaria, si procederà ai pubblici incanti per l'aggiudicazione a favore dell'ultimo miglior offerente dei beni infradescritti, rimasti invenduti nell'incanto tenutosi il dì 7 giugno 1870.

L'apertura delle schede si effettuerà alle ore 11 *antimeridiane precise.*

Condizioni principali.

1. L'incanto sarà tenuto mediante schede segrete e separatamente per ciascun lotto.

2. Ciascun offerente rimetterà a chi deve presiedere l'incanto, od a chi sarà da esso lui delegato, la sua offerta in piego suggellato, la quale dovrà essere stesa in carta da bollo da lire una.

3. Ciascuna offerta dovrà essere accompagnata dal certificato del deposito o del contemporaneo deposito del decimo del prezzo pel quale è aperto l'incanto, da farsi nei modi determinati dalle condizioni speciali del capitolato.

Il deposito potrà essere fatto anche in titoli del debito pubblico al corso di borsa pubblicato nella Gazzetta ufficiale del Regno del giorno precedente a quello del deposito, o in titoli di nuova creazione al valore nominale.

4. L'aggiudicazione avrà luogo a favore di quello che avrà fatto la migliore offerta in aumento del prezzo d'incanto. — Verificandosi il caso di due o più offerte di un prezzo uguale, qualora non vi siano offerte migliori, si terrà una gara tra gli offerenti. — Ove non consentissero gli offerenti di venire alla gara, le due offerte uguali saranno imbussolate, e l'estratta si avrà per la sola efficace.

5. Si procederà all'aggiudicazione quand'anche si presentasse un solo oblatore, la cui offerta sia per lo meno eguale al prezzo prestabilito per l'incanto.

6. Saranno ammesse anche le offerte per procura nel modo prescritto dagli articoli 96, 97 e 98 del regolamento 22 agosto 1867, n. 3852.

7. Entro dieci giorni dalla seguita aggiudicazione, l'aggiudicatario dovrà depositare la somma sottoindicata nella colonna 10 in conto delle spese e tasse relative, salva la successiva liquidazione.

Le spese di stampa, di affissione e d'inserzione nei giornali del presente avviso saranno pagate per tutti i lotti compresi nell'avviso stesso dall'aggiudicatario o ripartite fra gli aggiudicatari, oltre alle spese dei precedenti incanti.

8. La vendita è inoltre vincolata alla osservanza delle condizioni contenute nel capitolato generale e speciale dei respettivi lotti; quali capitolati, non che gli estratti delle tabelle e i documenti relativi, saranno visibili tutti i giorni dalle ore 8 ant. alle 4 pom. nell'ufficio dell'Intendenza di finanza di Ancona.

9. Non saranno ammessi successivi aumenti sul prezzo dell'aggiudicazione.

10. Le passività ipotecarie che gravano lo stabile rimangono a carico del Demanio, e per quelle dipendenti dai canoni, censi, livelli, ecc., è stata fatta preventivamente la deduzione del corrispondente capitale nel determinare il prezzo d'asta.

Avvertenza. — Si procederà, a termini degli art. 402, 403, 404 e 405 del Codice penale italiano contro coloro che tentassero impedire la libertà dell'asta od allontanassero gli accorrenti con promesse di denaro o con altri mezzi sì violenti che di frode, quando non si trattasse di fatti colpiti da più gravi sanzioni del Codice stesso.

N° progressivo dei lotti	N° della tabella corrispondente	COMUNE e vocabolo in cui sono situati i beni	PROVENIENZA	Descrizione dei beni — DENOMINAZIONE E NATURA	SUPERFICIE in misura legale	SUPERFICIE in antica misura locale	VALORE estimativo dello stabile e sul quale si apre l'incanto	DEPOSITO per cauzione delle offerte	DEPOSITO per le spese e tasse	PREZZO presuntivo delle scorte vive e morte ed altri mobili	MINIMUM delle offerte in aumento al prezzo d'incanto
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	204	Osimo, vocabolo Fiume	Capitolo della cattedrale di Osimo	Predio con casa in un sol corpo di terra coltivato da Gardella Giuseppe, di qualità seminativo, vitato, con arboratura varia. Distinto in mappa sezione Passatempo ai numeri 2 sub 1 A, 9, 10 e 11. Estimo L. 42,160 89	44 28 60	442 86	56100	5610	2800	849	
2	203	Idem	idem	Predio con casa coltivato da Mazziero Pietro, di qualità seminativo vitato con arboratura varia. Distinto in mappa sezione Passatempo ai numeri 2 sub 1 resto, 2 sub 2, 3, 4, 5, 6, 7 e 8. Estimo lire 41,381 14	44 60 90	446 06	55250	5530	2780	417	

3168 Ancona, li 27 settembre 1870 *L'Intendente*: PASQUALINO.

FIRENZE — Tip. Eredi Botta